

***l'Anti*capitaliste**

n°216 | 7 novembre 2013 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**GOUVERNEMENT DISCRÉDITÉ,
PATRONS, UMP, FN À L'OFFENSIVE**

**RE, ZO
RE!**

TROP C'EST TROP!

Dossier

**1973-2013: 40 ans
de crises capitalistes**

Pages 6 et 7



ÉDITO
Plus que jamais,
troupes françaises
hors du Mali! Page 2

PREMIER PLAN
Quimper:
une révolte bretonne
Page 2

ACTU POLITIQUE
Écotaxe: vraie taxe,
fausse écologie
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec
Gérard Filoche
Page 12





édito

Par ROSELINE VACHETTA

Plus que jamais, troupes françaises hors du Mali!

Le double assassinat des deux journalistes Ghislaine Dupont et Claude Verlon qui effectuaient leur mission d'information dans la région de Kidal au Mali suscite, à juste titre, une très grande émotion que nous partageons. Ce double assassinat nous révolte. Il nous révolte d'abord parce qu'aucun professionnel ne devrait mourir dans l'exercice de son métier et que personne ne peut porter atteinte au droit à l'information. Nous tenons à affirmer notre solidarité avec les journalistes dont le travail permet de faire vivre la liberté de la presse. Mais il nous révolte aussi parce que ces derniers morts s'ajoutent à la liste déjà longue des victimes tombées depuis le début de l'intervention militaire de la France. Justifiée par le Président de la République soi-disant pour protéger Bamako de l'invasion de groupes djihadistes venus du Nord, et annoncée, comme toutes les guerres néo-coloniales, comme une guerre éclair, cette intervention tourne au désastre. Les attentats et les attaques se multiplient au Nord-Mali, et la situation empire. Aujourd'hui encore, la présence militaire française, de soldats et de techniciens du renseignement, n'empêche en rien la réorganisation des réseaux armés islamiques et ne protège pas les populations otages des différents conflits armés. Au contraire, le harcèlement de soldats dans les camps où se trouvent majoritairement des femmes et des enfants ajoute la peur et l'humiliation à un quotidien déjà très précaire. Dans cette situation, François Hollande craint avant tout l'enlèvement et multiplie les messages contradictoires : un jour, il décide l'envoi supplémentaire de troupes et le report du retrait partiel de l'armée, et le lendemain, il fait machine arrière... Sa seule préoccupation semble être de maintenir une sorte de protectorat français sur le Mali sans en payer le coût politique. Pourtant la guerre s'annonce longue ! La seule bonne décision politique est le retrait total et immédiat de l'armée française du territoire malien.

BIEN DIT

On a décidé de venir ici parce que pour nous c'était le symbole de l'unité et de la solidarité. C'est important d'être solidaire avec tous ces salariés dont les usines ferment ou suppriment des emplois. [...] Il ne faut pas laisser les Bretons sur le carreau. C'est vrai plus généralement en France, d'ailleurs.

MARIE-ANNICK (46 ANS), de Baud, citée par le *Télégramme* au lendemain de la manifestation de Quimper.

À la Une

Gouvernement discrédité, Patrons, UMP, FN à l'offensive, Mettons-nous à l'heure bretonne!

Rien ne va plus pour François Hollande, le président le plus impopulaire au bout de dix-huit mois de mandat de toute l'histoire de la V^e République.

Les médias spéculent sur sa personnalité, mais en réalité le gouvernement est entraîné dans la chute par sa politique d'austérité et sa soumission aux exigences du patronat et des banques qui dressent les salariés et toutes les couches sociales contre lui. Une colère dont la révolte bretonne est devenue le symbole.

Mensonges et veuleries

La crise de l'agro-alimentaire breton a révélé, de façon exacerbée, les effets dévastateurs de cette politique menée au nom de la lutte contre les déficits et de la course à la compétitivité, politique qui nourrit les profits capitalistes et conduit à la ruine. Le pouvoir a dû reculer en reportant *sine die* l'inique écotaxe initiée par Sarkozy et dont la collecte a été confiée à une société privée ! Ce recul est l'aveu d'une politique qui agresse les classes populaires, un aveu qui ne résout rien. Au nom des impératifs de rentabilité financière, les patrons se livrent à la plus farouche concurrence pour un coût du travail et des cours agricoles les plus bas. Seuls les actionnaires s'engraissent alors que des milliers de salariés et de paysans sont abandonnés à leur sort ! Dans tout le pays, et en Europe, la même politique produit les mêmes ravages. Les plans de licenciements déferlent, et Hollande prétend inverser la courbe du chômage alors que les chiffres ne cessent de monter ! Veule devant les patrons et les riches, il attaque les travailleurs et les classes populaires, agresse les

plus faibles, les Roms, les immigrés, expulse Leonarda et Khatchik tout en croyant tromper son monde par des mensonges qui le ridiculisent lui-même.

Patronat, UMP et FN à la manœuvre

Malheureusement depuis l'arrivée de la gauche libérale au pouvoir, les directions syndicales sont encore davantage engluées dans le dialogue social. Le Front de gauche se refuse à agir en opposition. Paralysée, sans perspective politique, la classe ouvrière n'a pas eu la force d'empêcher les mauvais coups comme l'ANI, l'accord compétitivité, ou les attaques contre les retraites, les licenciements.

Les difficultés à construire une opposition de gauche, ouvrière et populaire, à développer les mobilisations, laisse le terrain au Medef, à l'UMP, au FN qui cherchent à dévoyer le mécontentement comme ils tentent de le faire en Bretagne. Ils ont les mains libres pour se livrer à toutes les démagogies contre le gouvernement alors qu'ils portent une lourde et pleine responsabilité, tant dans la crise bretonne que dans la situation dramatique que connaît une grande partie du monde du travail dans tout le pays. Ils disent se soucier du peuple mais ce n'est que démagogie pour mieux le duper comme ils le font depuis des décennies.

Une nouvelle révolution est nécessaire

La réponse ne peut venir que des intéressés eux-mêmes, des travailleurs, des paysans, des artisans.

Et c'est bien plus qu'« un changement de cap » qui est nécessaire, il faut un véritable bouleversement social et politique. Les manifestants bretons arborent le bonnet rouge des révoltes paysannes contre la monarchie absolue au service de l'aristocratie. Aujourd'hui, une nouvelle aristocratie financière se nourrit des subventions et exonérations fiscales de l'État au prix d'une explosion de la dette publique dont elle encaisse les intérêts, alors que l'État veut la faire payer par la population. Comme la monarchie, l'État dit républicain vit à crédit pour entretenir les privilèges exorbitants d'une petite minorité au prix d'un appauvrissement grandissant de la population.

Les salariés de ce pays sont solidaires de celles et ceux qui vivent de leur travail sans exploiter personne. Ils ont raison de se battre avec eux en Bretagne contre les multinationales, les capitalistes du transport, de l'agro-alimentaire ou les grandes chaînes de distribution. Ce sont eux nos adversaires communs, les adversaires de toute une population qu'ils rackettent par mille moyens, avec le soutien actif du gouvernement. C'est toute cette machine à pressurer le peuple qu'il faut mettre à bas. Pour interdire les licenciements, répartir le travail entre toutes et tous sans diminution des salaires, annuler le fardeau de la dette, imposer une autre fiscalité qui fasse payer les riches et le capital, et organiser la production en fonction des besoins de la population et dans le respect de l'environnement.

Yvan Lemaitre



QUIMPER Une révolte bretonne

Samedi 2 novembre à Quimper. Une marée de bonnets rouges, une forêt de Gwenn-Ha-Du parsemée de quelques drapeaux rouges, des quais de l'Odet au mont Frugy, la place de la Résistance déborde...

Organisée par le collectif pour l'emploi en Bretagne, la manifestation est un événement. Le nombre de participants : 20 000 ? 30 000 ? Qui pourrait le dire ? Des bouquets de chrysanthèmes qui symbolisent les emplois que l'on enterre sont disposés aux abords de la place. « *Re zo re* » (« trop c'est trop ! ») affirme une banderole tendue sur le Frugy. La sono diffuse « La Blanche Hermine » de Gilles Servat, quelques tubes des frères Morvan mais aussi « Bellacio », Keny Arkana ou Trust...

Quimper contre Carhaix?

L'écho médiatique sur les ondes et dans la presse est impressionnant. Des médias qui se font aussi écho de la discussion, voire de la polémique : Quimper ou Carhaix ? Trois jours avant la manifestation de Quimper, la CGT a lancé un appel à manifester à Carhaix, à 65 km de là. Le Front de gauche fait volte-face et suit la CGT, entraînant une partie de la FSU, Solidaires 22 et 35 ainsi qu'EELV, le Parti de gauche et le député PS de la circonscription. Le matin du 2 novembre, Bernard Poignant (maire

de Quimper, conseiller de François Hollande) leur apporte même son soutien à la télévision...

Les 1500 à 2000 personnes qui ont donc manifesté à Carhaix auraient pourtant eu toute leur place à Quimper pour constituer avec nous un pôle ouvrier indépendant, seul à même de lutter réellement contre les licenciements.

Populaire et combative

On trouve dans la manifestation de nombreux salariés des usines qui licencient : les « Marine Harvest » de Poullaouen, les « Gad »

de Lampaul-Guimiliau, les « Boutet-Nicolas » de Rosporden, les « Doux » et les « Tilly-Sabco » venus de Guerlesquin, mais aussi des salariés du public, des retraités, des précaires et des chômeurs. La déferlante de licenciements concerne presque 10 000 personnes en Bretagne depuis quelques mois, et ce sont avant tout des victimes de la crise capitaliste qui viennent crier leur colère. Le NPA distribue tracts et autocollants pour l'interdiction des licenciements pendant que certains brandissent des pancartes

demandant la suppression de l'écotaxe. On trouve certes des élus UMP, des représentants patronaux mais aussi Force ouvrière, des militants de la CGT, de Solidaires, de la FSU et de l'Union démocratique bretonne (UDB) ainsi que le NPA qui a le plaisir d'accueillir le camarade Philippe Poutou que de nombreux manifestants ont remercié pour son soutien. Nous organisons un point de rassemblement avec nos camarades des Alternatifs, d'Attac, de Breizhistance, rejoint aussi par des camarades du FdG présents. Nos autocollants proclament « *E Breizh pe da lec'h all!* » (« En Bretagne comme ailleurs ! »)

Un monde à changer

SECRET. Malgré les coups de gueule sur les écoutes, États-Unis et Union européenne se sont mis d'accord pour reprendre le 11 novembre prochain les négociations sur le traité commercial transatlantique. Ces pourparlers se déroulent dans un climat de secret : le mandat précis confié à la Commission européenne n'a ainsi toujours pas été publié. La France s'en est plainte au nom de la transparence, mais il ne tiendrait qu'au gouvernement de publier lui-même ce mandat ! Les négociations vont sans doute durer plusieurs années mais les risques sont clairs : il ne s'agit pas seulement de droits de douanes

mais de l'obligation de mise en conformité des droits et procédures nationaux avec les principes du libre-marché pour le plus grand profit des multinationales. En particulier, un gouvernement pourra être attaqué devant des juridictions internationales spéciales pour une décision qui léserait les investisseurs. Rien n'y échappera : normes sanitaires, augmentation du salaire minimum, mesures écologiques, etc. Malgré la crise, la volonté du capital de se subordonner la planète ne connaît décidément pas de limite... du moins tant que les peuples ne s'en mêleront pas.

LYCÉES **La mobilisation reprend**

La promesse faite avant les vacances a été tenue : plus d'un millier de lycéens et lycéennes ont défilé à Paris mardi 5 novembre pour exiger le retour de Khatchik, Leonarda et sa famille et la fin des expulsions de sans-papiers scolarisés et de leurs familles, c'est-à-dire leur régularisation systématique.

Quand elle n'est pas l'objet de moqueries de la part d'humoristes douteux, Leonarda voit sa vie étalée dans les médias. On apprend tout et n'importe quoi au sujet de son père qui aurait menti (comme si les restrictions légales au séjour n'y poussaient pas !) ou serait violent avec ses enfants... Leur renvoi au Kosovo y changerait-il quelque chose ? Expulsé le 12 octobre alors qu'il était en centre de rétention depuis le 19 septembre, Khatchik va être enrôlé pour

deux ans dans l'armée arménienne. Dans un pays en tension avec l'Azerbaïdjan et la Turquie, le service militaire particulièrement difficile mène au suicide nombre de jeunes conscrits. Avec un tiers de la population en dessous du seuil de pauvreté, il n'est pas surprenant que 48% de la population veuille quitter le pays. Le gouvernement se réfugie derrière l'application de la loi... Celle de Sarkozy ! La promesse d'une circulaire « sanctuarisant » l'école n'y changera rien. Le problème n'est

pas qu'on cesse d'arrêter les jeunes en dehors du temps scolaire, comme c'est arrivé aux frères et sœurs de Leonarda ou à Khatchik...

Les chiffres baissent mais la mobilisation s'étend

Certes, deux semaines de vacances ont fait baisser la dynamique. Fin octobre, la mobilisation était principalement concentrée à Paris. Dans les lycées les plus en pointe, une certaine lassitude commence à s'exprimer, malgré une dizaine de blocages et une

manifestation de quelques centaines de personnes lundi 4 novembre, jour de la rentrée. Le lendemain, une quinzaine de lycées parisiens étaient bloqués, totalement ou avec des barrages filtrants.

Ils attendent désormais d'être rejoints par d'autres, ce qui a commencé mardi 5 novembre avec notamment des blocages à Montreuil (93) et Colombes (92), malgré la pluie et le froid. Dans des conditions non moins difficiles, cinq cents personnes ont défilé à Lille, cinq lycées de Grenoble étaient mobilisés, de même que deux à Rouen ou encore trois à Mende avec une manifestation de plus de deux cents lycéens et lycéennes... Au Mans, la manifestation a réuni plus de cent cinquante jeunes venus de trois établissements. Une assemblée inter-lycées a décidé de reconduire le mouvement pour les prochains jours.

Craignant une mobilisation qui ne faiblisse pas tant que ça, le gouvernement lance la répression. Des jeunes ont été arrêtés à Maupassant (Colombes, 92) et à Colbert (Paris 10^e) où un lycéen a été tabassé par la BAC...

Des manifestations auront lieu jeudi 7 et la semaine suivante, notamment le 14, jour de mobilisation enseignante sur les rythmes scolaires. La jonction avec les salariés sera aussi une condition de la victoire. Celle-ci reste possible !

JB Pelé



Interdiction des licenciements ! ». De nombreux manifestants les collent volontiers sur leurs vêtements. « Ça au moins, c'est clair ! » nous disent-ils.

Unité pour la lutte

Les discours se succèdent, et on y trouve de tout. À l'origine de l'appel à cette manifestation, Christian Troadec, le maire de Carhaix, insiste dans son intervention sur l'unité de tous les Bretons qui doivent se battre pour l'avenir de la région. Les représentants patronaux pleurent sur leurs « difficultés », réclament moins de « charges » et moins de taxes... Passons sur l'intervention du responsable de la FDSEA, le syndicat des agriculteurs productivistes. Les représentants syndicaux appellent, eux, les travailleurs à lutter pour

défendre leurs emplois et leurs conditions de travail. Nadine Hourmant, déléguée syndicale FO de Doux, insiste sur l'unité qu'il faudra réaliser entre les travailleurs du public et ceux du privé et l'interdiction des licenciements, ainsi que le représentant des marins de la CGT. Enfin, notre camarade du NPA Kreiz-Breizh, Matthieu Guillemot, lit un message de Pierre Le Ménahès, dirigeant de la CGT des forges de Bretagne (ex-SBFM), très connu dans la région pour la lutte victorieuse qu'il a animée.

Quelques jeunes passent le temps en jetant des pots de chrysanthèmes sur les CRS, en mettant le feu à quelques palettes ou en tirant des fusées de détresse. L'immense cortège s'ébranle enfin, parcourt les rues aux

magasins fermés mais qui affichent tous sur leur devanture leur soutien à cette manifestation. Le vent de la révolte s'est

levé ! Il nous reste désormais à envisager la suite de la lutte pour imposer le blocage des licenciements, le maintien des salaires de

tous les salariés menacés, et l'ouverture de tous les livres de comptes !

Michel K. et correspondants

Quimper le 2 novembre. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB



Le chiffre
2,84
millions d'euros

C'est la rémunération moyenne reçue en 2012 par les patrons des 120 plus grandes entreprises cotées en bourse. Les patrons du CAC 40 ont eu droit à 3,96 millions.



Agenda

Mardi 12 novembre, réunion publique du NPA, Foix (09). « Les réponses écosocialistes à la crise du capitalisme » à 20h salle Jean-Jaurès (mairie de Foix).

Jeudi 14 novembre, réunion publique du NPA, Besançon. Avec Christine Poupin. Salle Battant, 48 rue Battant.

Mercredi 20 novembre, réunion publique de la société Louise-Michel, Paris 20^e. « Les gauches gouvernementales en Amérique latine » avec Janette Habel à 19h au au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Le patronat et les cléricaux des départements bretons vont faire manifester les nigauds pour défendre leur droit de transporter à bas coût des cochons d'un bout à l'autre de l'Europe dans des conditions honteuses... (...) À Quimper les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres

JEAN-LUC MÉLENCHON samedi 2 novembre, dans un communiqué à propos de la manifestation de Quimper.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard,
Goulven Schaal

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PAYS BASQUE

Dans la rue pour les droits civils et politiques

Samedi 26 octobre, une délégation du NPA conduite par Philippe Poutou et Gaël Quirante a participé à Bilbao à la manifestation appelée en soutien aux militants accusés de prétendus liens avec ETA. Ceux-ci passent en jugement depuis le 17 octobre et encourrent de lourdes peines de prison.

Des milliers de personnes avaient revêtu pour l'occasion des T-shirt orange et des ballons de même couleur flottaient au-dessus des manifestants. À Bilbao, ce jour-là, comme depuis plusieurs mois dans d'autres villes du Pays basque, cette couleur symbolise la lutte pour le respect des droits civils et politiques. C'est ainsi que dans les rues de la capitale de la Biscaye, près de 10 000 personnes ont réclamé la fin des procès politiques alors que se tiennent à Madrid deux « macro procès » contre des dizaines de militants de la gauche abertzale (indépendantiste).

Procès politiques

« Konponbidearen alde, eskubide guztiak, epaiketa politikorik ez » (« En faveur de la résolution, tous les droits, pas de procès politique ») était le mot d'ordre central des manifestants. Derrière la banderole de tête, les militants inculpés (74 au total), soutenus par une foule déterminée, ont une nouvelle fois réclamé que cessent toutes les poursuites engagées par la justice espagnole.



« Les temps ne sont pas aux procès politiques et à l'incarcération de militants, mais à la recherche de solutions pour mettre fin au conflit et à ses conséquences » ont ainsi développé dans le discours final Floren Aioz et Garazi Rodriguez, respectivement mis en examen dans les dossiers numérotés 35/02 (pour un prétendu financement de l'organisation rendue illégale Batasuna) et 26/11 (40 militants accusés d'appartenance à l'organisation de jeunesse interdite Segi).

« Nous sommes jugés coupables d'avoir impulsé et ouvert une nouvelle ère politique au Pays Basque, de lutter pour obtenir la démocratie, la paix, la normalisation politique et le respect de nos droits » a repris Floren Aioz, tout en accusant les magistrats de l'Audience nationale de fonder leurs accusations sur des propos arrachés par la torture. Au nom de notre délégation et de l'ensemble de notre parti, notre camarade Philippe Poutou a réaffirmé publiquement que « le NPA apporte son soutien aux militants politiques qui luttent pour leurs droits et pour la résolution du conflit. »

Pedro Carrasquedo

ÉCOTAXE

Vraie taxe, fausse écologie

Votée par la droite et la gauche en 2009, l'écotaxe est présentée comme l'outil de lutte indispensable contre le réchauffement climatique car elle appliquerait le principe « pollueur-payeur » à la circulation des camions. Cerise sur le gâteau, l'argent collecté serait réorienté vers le développement du rail...

L'écotaxe varie entre 3,7% et 4,4% de la valeur transportée. Elle est modulée selon l'efficacité du camion et la région, et concerne 600 000 véhicules français et 200 000 véhicules étrangers de plus de 3,5 tonnes qui circulent sur les routes non payantes. Le parcours de chaque camion est retracé grâce à un dispositif embarqué et bien entendu aux fameuses portiques... Une taxe écologique ? c'est l'habitude enfumage des tenants du capitalisme vert, car l'écotaxe finance l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) en charge des routes, autoroutes et LGV... AFITF qui devait donc toucher les 40 milliards de dividendes des péages d'autoroute avant que Villepin ne les brade au privé!

Injuste socialement

L'écotaxe ne servira pas à relocaliser les activités agricoles dans les régions. Comme l'abattage des porcs, par exemple, est moins cher en Allemagne — absence de salaire minimum, exploitation des travailleurs roumains, salaires à moins de 4 euros l'heure — les élevages de porcs s'en rapprochent. La taxe ne fera qu'accélérer la disparition des petits paysans, transporteurs et commerces. La spécialisation économique des régions est le fruit de la politique agricole menée par tous les gouvernements depuis De Gaulle, avec le soutien de la FNSEA qui aujourd'hui, avec le Medef, embraye sur la rage populaire causée par les licenciements pour défausser les patrons et le business agricole de

leurs responsabilités. Comme la TVA, cette taxe sera payée par les consommateurs. C'est une augmentation de la part la plus inégalitaire de l'impôt.

Inefficace écologiquement

En Suisse où l'écotaxe existe depuis 12 ans, 2/3 des recettes sont affectées au rail. Résultat : deux fois plus de voies ferroviaires construites à travers les Alpes et percements de deux nouveaux tunnels (Saint-Gothard et Simplon) pour acheminer des marchandises qui sont passées de 30 à 60 millions de tonnes... Donc plus de camions pour les acheminer ! Le ferroutage, les autoroutes ferroviaires et les TGV-fret qui vont être financés par l'écotaxe sont en réalité le moyen de contourner les nœuds routiers (montagne, mer, Paris, Lyon), et non de réduire l'impact des poids lourds sur l'environnement (voir dossier dans *L'Anticapitaliste* n°210). Avec Daniel Tanuro (dans son article « Écotaxe : leçons de France »), nous disons : « C'est une illusion de croire que la fiscalité puisse être le levier central d'une transition énergétique. Dans le secteur des transports, il faudrait taxer la tonne de CO₂ à hauteur de 800 dollars pour que le marché opte pour des énergies vertes. Une stratégie digne de ce nom doit mettre en cause radicalement la concentration, la

centralisation et l'accumulation du capital mondialisé, donc le type de développement des territoires qui en découle, le type d'agriculture, la masse de marchandises produites, leur qualité, leur utilité réelle et le volume des transports. Il n'y a pas d'autre voie pour réduire les émissions de 80 à 95% d'ici 2050. »

Futur scandale d'État ?

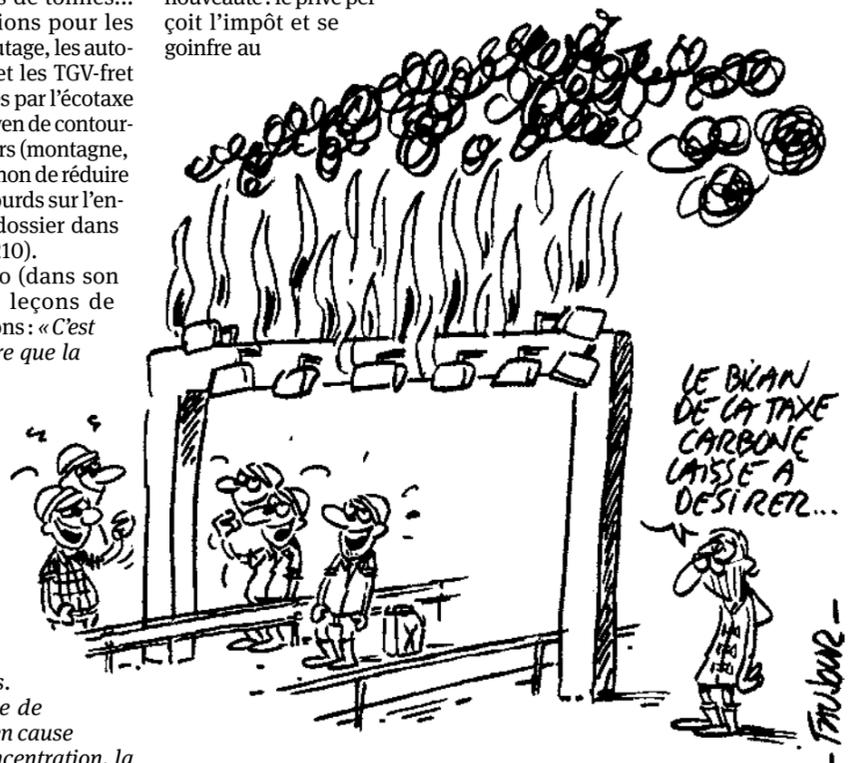
Le contrat établi dans le cadre d'un partenariat public-privé avec la société privée Ecomouv qui collectera l'écotaxe inaugure une grande nouveauté : le privé perçoit l'impôt et se goinfre au

passage de 20% de la taxe, soit 280 millions, contre 1% pour les services publics de perception. En cas de manquement, l'État devra verser 800 millions à Ecomouv. C'est ce qui va se passer dès 2014 ! L'État s'est lui-même piégé. Un mauvais parfum de scandale plane.

Par sa politique fiscale injuste, le gouvernement avait lui-même alimenté le « ras-le-bol fiscal ». Avec l'écotaxe, il secrète le ras-le-bol environnemental. L'urgence sociale comme l'urgence climatique exigent de combattre frontalement ce gouvernement.

CorrespondantEs de la commission nationale écologie

1. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30196>



CLIMAT

Tout va bien ?

Le 5^e rapport du Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC) rendu public récemment certifie à plus de 95% que le réchauffement est dû principalement à « l'activité humaine » (90% précédemment). En effet, les facteurs naturels expliquent seulement une hausse de température de 0,1°C depuis la période pré-industrielle sur les 0,85°C de hausse réellement observée.

La bonne nouvelle de ce rapport, c'est que des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) permettraient encore de rester sous le seuil de 2°C de hausse de la température par rapport à la période pré-industrielle. Mais cela est à relativiser car les gouvernements sont moins prêts que jamais à prendre les mesures en question, et les conséquences d'un réchauffement inférieur à 2°C sont plus sévères que ce qu'on pensait jusqu'à présent. On peut affirmer que le niveau des océans était plus élevé de 5 à 10 mètres lors du dernier interglaciaire, il y a 120 000 ans quand il faisait plus chaud de 1 à 2°C... Ce « résumé pour les décideurs » le confirme, la hausse du niveau des océans est l'une des

conséquences les plus redoutables du réchauffement. Dorénavant, les spécialistes misent sur 28 à 98 cm... et plus, si la calotte glaciaire de l'Antarctique Ouest devient aussi instable que celle du Groenland. Selon Anders Levermann, coordinateur du chapitre « niveau des océans » dans le rapport du GIEC, tout degré de hausse de la température par rapport à la période pré-industrielle entraînera inévitablement une élévation finale de 2,3 mètres du niveau des mers. Nous avons déjà gagné 0,85°C et le rapport, rappelons-le, mise sur 4°C d'ici la fin du siècle. Si Levermann a raison, il en découlerait une montée du niveau des mers de près de dix mètres ! Les menaces contre les zones côtières où vit la plus grande partie de

l'humanité ne sont évidemment pas la seule source d'inquiétude mais elles rendent encore plus nécessaire la liberté de circulation et d'installation (on estime à 200 millions le nombre de réfugiés climatiques avec +2°C!). Le rapport confirme les autres impacts du réchauffement : plus de sécheresse dans les régions arides, plus de précipitations dans les régions humides, accentuation des phénomènes météorologiques extrêmes, acidification des océans, affaiblissement des courants marins (comme le Gulf Stream), etc.

Deux options

Soit nous restons dans la logique capitaliste d'accumulation, et le dérèglement climatique restreindra radicalement le droit à l'existence

de centaines de millions d'êtres humains, les générations futures étant condamnées à essuyer les plâtres de la fuite en avant dans des technologies dangereuses. Soit nous sortons du capitalisme en restreignant radicalement la sphère et le volume de la production capitaliste, et il est possible de limiter au maximum les dégâts du réchauffement tout en garantissant un « bien vivre » pour l'humanité, en se basant essentiellement sur les énergies renouvelables (il faut baisser de 40% nos émissions de GES d'ici 2020 et de 95% d'ici 2050 pour la France) dans la perspective d'une société basée sur une autre économie du temps.

Pour cela, il paraît essentiel d'établir les fondements d'une stratégie écosocialiste¹ et de se saisir de la Conférence Paris Climat 2015 pour en faire un moment de mobilisation d'une ampleur historique.

CorrespondantEs de la commission nationale écologie

1. Daniel Tanuro, Les fondements d'une stratégie écosocialiste : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article20954>

ARGENTINE Défaite du gouvernement, percée de la gauche révolutionnaire

Le 27 octobre ont eu lieu les élections partielles en Argentine. Elles ont marqué une défaite importante du gouvernement de Cristina Kirchner, ainsi qu'un très bon résultat de la gauche révolutionnaire.

Les résultats de la présidente sont passés de 54% en 2011 à 32% à peine. Il y a eu une poussée de l'opposition de droite et de secteurs dissidents du péronisme. Nous sommes clairement dans une « fin de cycle » des gouvernements Kirchner qui ont dirigé le pays les dix dernières années. Même si elle ne s'exprime pas de façon aussi ouverte qu'en Europe, la crise capitaliste touche bel et bien l'Argentine. La politique du gouvernement, faite de subventions et de concessions à l'impérialisme est en banqueroute tandis que les classes dominantes discutent de la meilleure méthode pour faire payer la crise aux travailleurs. Dans ce cadre, le très bon résultat de la gauche révolutionnaire, liée à une intervention

indépendante du mouvement ouvrier, autour d'un programme anticapitaliste, est une excellente nouvelle.

Résultat historique et élus révolutionnaires

Le Front de gauche et des travailleurs (FIT) — composé par le Parti ouvrier (PO), le Parti des travailleurs socialistes (PTS) et la Gauche socialiste (IS), ainsi que par d'autres groupes politiques — avait obtenu plus de 900 000 voix lors des élections primaires d'août (voir *L'Anticapitaliste* n°208 du 12 septembre 2013). Ce score est monté à 1,2 million de voix (soit 5% au niveau national), avec des résultats encore plus remarquables dans certaines régions : Salta (19%), Mendoza (14%), Santa Cruz (11%) et Neuquén

(10%) et plus de 500 000 voix dans la région stratégique de Buenos Aires avec ses 37% de la population et la plus grande concentration industrielle du pays. Les meilleurs scores du FIT se sont concentrés notamment dans les zones ouvrières et populaires. Ces résultats ont permis l'obtention de trois députés au Parlement national (voire un quatrième à Cordoba, où le FIT possède des preuves de fraude de la part d'autres partis) et plusieurs députés et sénateurs au niveau des régions. Les sièges obtenus fonctionneront en rotation entre les différentes composantes du FIT. L'enjeu central sera néanmoins de mettre cet acquis au service de l'intervention dans la lutte de classes, au sein des syndicats et des usines, dans les quartiers et au sein du mouvement étudiant.

Succès d'un pari stratégique

Ce n'est pas la première fois que la gauche argentine dans son ensemble obtient de bons résultats électoraux. Depuis la période ouverte en 1983 par

la chute de la dictature militaire, il y a eu deux moments de crise aiguë — en 1989 et en 2001 — pendant lesquels l'extrême gauche a pesé électoralement. Mais dans les deux cas, c'était en alliance avec le Parti communiste, qui défend une ligne de conciliation de classes, avec un programme seulement démocratique. Au contraire, le FIT a fait le pari d'un front clairement délimité autour de l'indépendance de classe et de l'anticapitalisme. Son programme part des revendications immédiates des travailleurs pour les lier à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs et à une perspective socialiste. Ce choix a été critiqué comme étant « sectaire » par certains secteurs de la gauche argentine qui depuis des années impulsent des alliances avec des secteurs réformistes dans des « fronts larges », de même que par des variantes nationales du chavisme qui défendent un « soutien critique » au gouvernement des Kirchner. Ces deux tendances ont subi un échec important aux élections.

Transformer le succès électoral en force militante

La gauche révolutionnaire et anticapitaliste a émergé électoralement et dispose d'une tribune pour défendre les intérêts des travailleurs. Cela se produit avant même que la crise frappe de manière plus ouverte l'Argentine, ce qui constitue une opportunité importante. En Argentine, la classe ouvrière vient de la tradition péroniste (nationaliste-bourgeoise). Les bons résultats du FIT montrent que celui-ci devient une expression de franges militantes, minoritaires mais significatives, de travailleurs, de jeunes et des couches populaires. Un processus de rupture sur la gauche avec le kirchnerisme est en cours. La séparation traditionnelle entre lutte politique et syndicale semble être en train de s'atténuer, ce qui permet d'avancer dans la fusion entre la gauche révolutionnaire et le mouvement ouvrier.

Daniela Cobet et Marcelo N.



INDONÉSIE Grève générale pour les salaires

Un peu plus d'un an après le 3 octobre 2012, les travailleurs indonésiens ont lancé leur deuxième grève nationale. Selon les syndicats, cette grève de deux jours aura réuni 2 millions d'ouvriers, du textile à l'électronique.

Elle a affecté les zones industrielles du pays dans 20 provinces sur 34 (l'Indonésie est habitée par 270 millions de personnes sur un archipel de plus de 13 000 îles). Ils demandent une augmentation de 50% du salaire minimum. Celui-ci varie d'une région à l'autre. Le salaire minimum est fixé de manière tripartite par le gouvernement de la province, le patronat et les syndicats. À Jakarta, où la vie est la plus chère d'Indonésie, il est actuellement de 2,2 millions de roupies, soit environ 145 euros. Il a augmenté de 44% l'an dernier mais les syndicats réclament de le porter à 3,7 millions de roupies en 2014. L'inflation, notamment due à l'augmentation des prix du pétrole, ronge les revenus. Elle a été de plus de 8% en septembre. À Jakarta, des travailleurs ne peuvent plus payer leurs loyers et doivent aller vivre sous les ponts. Outre la fin de la politique de bas salaires, les autres revendications

sont l'abolition de la politique des contrats temporaires et un système universel de santé.

Solidarité inter-entreprise

La grève est à l'initiative de la Confédération indonésienne des syndicats de travailleurs (KSPI) et prévue pour août. Mais finalement, c'est une coalition de plusieurs confédérations et alliances syndicales locales qui s'est constituée patiemment et qui a programmé une grève nationale les 1^{er} et 2 novembre. L'échéance a été fixée par rapport au planning des négociations sur les salaires. Le mouvement national a été précédé par différentes actions ouvrières, s'étalant du 28 au 30 octobre, dans toute l'Indonésie. Des militants, des ouvriers ont préparé la grève en sillonnant les zones industrielles. C'est plutôt un succès. À KBN Cakung, à Jakarta, là où plus de 71 usines textiles existent, presque toutes ont arrêté leur production vendredi 1^{er} novembre. Dans le sud

de Sulawesi et sur la côte nord de l'île de Java, des routes ont été bloquées et l'accès aux villes de Makassar et Semarang a été paralysé. Dans l'est de Java, c'est le siège du gouvernement de la province qui a été occupé. À Bekasi, proche de Jakarta, où à Batam, les travailleurs en grève ont été attaqués violemment et blessés par des membres de l'organisation paramilitaire Pemuda Pancasila. Cette organisation, qui faisait le sale travail du régime sous la dictature de Suharto, est composée de voyous notoires et de petits délinquants et a toujours des liens étroits avec les différentes factions de l'armée et de la police.

Depuis la fin de la dictature en 1998, le mouvement ouvrier indonésien et ses organisations se reconstruisent. La plupart des actions se font hors temps travail. La solidarité inter-entreprise se développe, les ouvriers se déplacent d'usine en usine pour les faire débrayer. L'habitude d'arrêter le travail reprend.

Les associations d'employeurs, les médias, le gouvernement, propagent l'idée que l'environnement économique est incertain et surtout brandissent la menace de la fuite des investisseurs et la délocalisation dans d'autres pays d'Asie en cas d'augmentation des salaires. Le mouvement de grève nationale a été un signe que la classe ouvrière indonésienne prend confiance en sa propre force.

Christine Schneider



Le monde en bref

PALESTINE

La mascarade qui conduit à la complicité

Ça tourne en boucle dans les médias, ce mercredi 30 octobre 2013 : 26 prisonniers palestiniens sont libérés par l'occupant israélien. C'est un signe de « bonne volonté » dans le cadre des négociations de paix entre l'autorité de Ramallah et le gouvernement israélien... Bien entendu on ne peut que se réjouir pour ces 26 résistants, leurs familles et amis, tous enfermés avant 1993 et donc libérables dès cette époque si Israël respectait les accords signés.



Enfin un processus qui avancerait vers une Palestine libre ? Cela pourrait faire rêver si la réalité du terrain confirmait ce geste de « bonne intention ».

Ainsi, dans la semaine du 24 au 30 octobre, 49 Palestiniens dont 2 enfants ont été emprisonnés, avec parmi eux deux députés palestiniens. Le 31 octobre, Ahmed Emad Yousef Tazaz'a, 22 ans, est assassiné dans la région de Jénine par l'armée israélienne. Ce même jour, 4 combattants palestiniens sont tués à Gaza par un char israélien. De plus, à l'annonce de la libération des détenus palestiniens, le gouvernement israélien notifie la construction de 1500 logements supplémentaires en Cisjordanie, et Nir Barkat, maire de Jérusalem, décrète la destruction de centaines de maisons palestiniennes et la création d'un nouveau quartier de colonisation. Gaza est plongé dans le noir 16 heures par jour, et le blocus infligé par Israël limite à 40% la livraison de fioul nécessaire à la bande de Gaza. Un blocus resserré depuis le coup d'État militaire en Égypte dont l'armée détruit des centaines de tunnels qui formaient un « cordon ombilical » de ravitaillement pour la population gazaoui. Et le 1^{er} novembre, l'unique centrale électrique a cessé de fonctionner !

Ces quelques exemples démontrent la politique colonialiste de l'État sioniste, sa duplicité : tout en affichant une « volonté de négociation », il imprime concrètement chaque jour une réalité du terrain rendant impossible l'existence d'un État palestinien souverain à ses côtés.

Les 18 et 19 novembre, François Hollande se rend à Tel Aviv et Ramallah. Au menu des discussions, pas de sanction contre Israël, mais il ne fait aucun doute que le président français annoncera encore et encore une coopération tous azimuts, fidèle en cela à la longue tradition du Parti socialiste complice depuis 1948 des crimes commis contre le peuple palestinien. Plus que jamais, le NPA prendra part à la campagne Boycott - Désinvestissement - Sanction contre l'État israélien.

Marc Prunier

Retour sur les années 1970

Le premier choc pétrolier de 1973 n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein : s'il a amplifié les effets de la crise, il n'explique pas la fin de la croissance rapide des « Trente Glorieuses ». Le retournement des années 1970 (duquel nous ne sommes jamais réellement sortis) ne résulte pas d'un accident de l'histoire, d'un choc « exogène », mais il est le produit du fonctionnement normal du mode de production capitaliste, qui produit la crise comme la nuée porte l'orage.



DR

Il est fréquent aujourd'hui d'expliquer la forte croissance des années 1950 et 1960 par les vertus du « compromis fordien » : le juste partage de la valeur ajoutée entre capitalistes et travailleurs aurait enclenché un cercle vertueux, où les bons salaires auraient permis d'entretenir une forte demande de biens de consommation, et donc de stimuler les investissements des entreprises pour y faire face. En fait, la croissance « miraculeuse » résulte avant tout de la très forte

en remplaçant les travailleurs par des moyens de production. Comme la plus-value est créée par la force de travail (et non par les moyens de production qui ne font que transmettre leur valeur au produit fabriqué), le profit rapporté au capital avancé tend à baisser. Plus les capitalistes accumulent, et plus les effets de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit se font sentir. Et c'est ce qu'on a pu observer à partir du milieu des années 1960 aux États-Unis.



Entre octobre et décembre 1973, le prix du baril de pétrole est passé de 3 à 10 \$.

purge de capital opérée par la crise des années 1930 et la guerre, qui a fait monter le taux de profit à des niveaux record au sortir de la guerre. Cette forte rentabilité du capital est l'explication fondamentale de la forte croissance d'après-guerre. Elle a également permis aux capitalistes de garder pour eux (pour leur consommation et leurs investissements) des profits substantiels malgré les hausses de salaires obtenues par la lutte des travailleurs, et non pas octroyées de bon cœur par les capitalistes pour alimenter la « demande ». Autrement dit, la forte progression des salaires n'est pas due à la forte croissance d'après-guerre, mais la conséquence de la lutte des classes et des marges de manœuvre dont disposaient les capitalistes.

Les « trente glorieuses », une parenthèse

Mais cette configuration ne pouvait pas durer éternellement. À partir de 1965 aux États-Unis, le taux de profit a commencé sa baisse qui devait durer, par-delà les variations de court terme, jusqu'au début des années 1980. Cette baisse est l'expression de la « loi fondamentale » de l'économie capitaliste dégagée par Marx dans *le Capital* : dans la quête du profit maximal, les capitalistes innoveront et développeront la productivité du travail

C'est dans ce contexte que le premier « choc pétrolier » est intervenu : entre octobre et décembre 1973, le prix du baril de pétrole est passé de 3 à 10 \$. Cela résulte d'une décision politique des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) en réaction au soutien occidental à Israël

lors de la guerre du Kippour. Mais c'est aussi une conséquence de la dépréciation du dollar par rapport à l'or, après la fin en 1971 du système monétaire de Bretton Woods (qui donnait un rôle central au dollar). Cette hausse des coûts de production n'a fait qu'exacerber la suraccumulation du capital qui couvait depuis le milieu des années 1960, déclenchant la première grande récession de l'après-guerre.

Intervention des États

L'affaiblissement durable de la croissance après le choc pétrolier montre que le mal est profond. Dans certains pays de l'Europe occidentale, un autre facteur vient peser sur la rentabilité du capital : le développement des luttes ouvrières (particulièrement en Italie) fait baisser le taux d'exploitation du prolétariat. Les capitalistes tentent de réagir en augmentant les prix, alimentant une spirale inflationniste déstabilisatrice. Les déficits publics se creusent en raison de la hausse des dépenses sociales (notamment l'indemnisation des chômeurs de plus en plus nombreux) et des subventions publiques au patronat pour compenser la chute du taux de profit. Contrairement à la crise des années 1930, les États vont intervenir pour empêcher les faillites des grands trusts capitalistes : cela permettra d'éviter un effondrement économique mais la contrepartie sera d'empêcher la purge du capital excédentaire nécessaire à une véritable sortie de crise. D'où le marasme économique persistant, sur fond de croissance faible et de chômage élevé, mais « sous contrôle ».

C'est dans ce contexte que se produit le second choc pétrolier de 1979, qui déclenche une récession encore plus forte que celle de 1974 et fait plonger le taux de profit encore plus bas. Ceci va entraîner une réaction très forte, à l'échelle planétaire, des capitalistes pour augmenter le taux d'exploitation des travailleurs : ce sera l'ouverture de la période dite « néolibérale » du capitalisme.

Gaston Lefranc

Désolé pas d'essence aujourd'hui. DR



1973

40 ANS DE DÉCROISSANCE DU CAPITALISME

En 1973, éclatait le choc pétrolier et l'économie mondiale plongeait au bout de quelques mois dans la récession. « C'est la faute au pétrole », clamèrent les dirigeants politiques et beaucoup d'économistes. En 2007 commençait aux États-Unis la crise des « subprimes » qui devait déboucher sur la récession mondiale de 2009 et la crise qui perdure aujourd'hui. Cette fois-ci, c'était la « faute aux spéculateurs et aux banquiers malhonnêtes »...

À chaque fois, le capitalisme lui-même est exonéré de la responsabilité de ses crises : par le libre jeu des marchés, la « concurrence libre et non faussée », est supposé se réaliser l'équilibre entre offre et demande et le meilleur emploi possible des ressources productives. Si cela n'intervient pas, si des crises éclatent, la théorie économique dominante les attribue à des facteurs « exogènes » (extérieurs à la dynamique du capital) :

L'entre-deux-crisis

L'inflation combinée à la dépréciation du dollar et, par conséquent, à la perte d'influence des USA au sein du système monétaire international, entraîna une réaction brutale.

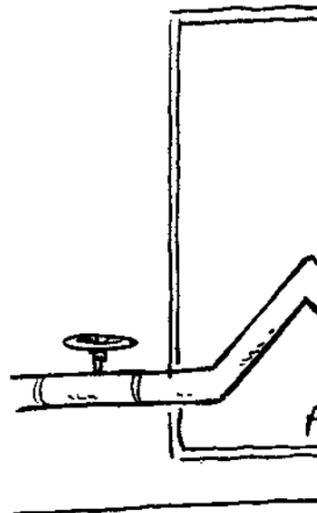
financier mondial unifié. Le « Consensus de Washington », qui imposa, sous l'égide du FMI et des grandes banques internationales, l'ouverture du commerce, la libéralisation des

De 1979 à 1981, le président de la Fed (banque centrale américaine) de l'époque, Paul Volcker, engagea une politique de hausse des taux d'intérêt directeurs (ils étaient de 11,2% en 1979 et atteignirent 20% en 1981) et de restriction de l'offre de monnaie. Le but immédiat était de briser l'inflation qui effectivement diminuait rapidement, mais en sacrifiant une partie de la production industrielle incapable de supporter de telles conditions d'emprunt. Les USA reconnaissaient de facto que leur économie aurait désormais Wall Street comme pivot : attirés par les taux de rendement proposés par la Fed, les capitaux étrangers affluèrent de toutes parts. Si bien qu'on peut considérer les mesures de Volcker comme le coup d'envoi de la mondialisation financière.

Durant les années 80 en effet, des mesures visant à la déréglementation bancaire et financière, au décloisonnement des marchés et à la désintermédiation bancaire, furent adoptées par tous les gouvernements des pays développés, avec en tête Ronald Reagan aux USA et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. L'Union européenne suivit dans la foulée.

Le capitalisme financiarisé, modèle unique

Parallèlement, les USA lancèrent leur programme militaire de « guerre des étoiles » qui visait notamment à épuiser économiquement l'URSS, précipitant son effondrement en 1991, deux ans après la chute du mur de Berlin. Désormais, il n'existerait plus qu'un seul modèle économique, le modèle capitaliste, dont le moteur serait un marché



- 2013

CRISES CAPITALISTES

intervention de l'État qui régleme trop et mal, mauvais comportements de certains, facteurs accidentels, etc. C'est donc toujours la faute à autre chose que la logique du capitalisme. Il s'agit en fait de persuader les travailleurs et les catégories populaires en général que « nous sommes tous dans le même bateau », qu'il est légitime de consacrer des masses financières énormes pour sauver les banques et que les réformes concoctées par les

gouvernements de droite et de gauche sont inévitables. Il est évident d'ailleurs que ces réformes visent en premier lieu les acquis sociaux alors que banquiers et financiers, un moment dénoncés, sont en fait épargnés et que la liberté de licencier est partout préservée. C'est cette vision des crises, trompeuse et au service des classes dominantes, que les trois articles de ce dossier visent à démonter en revenant sur les 4 dernières décennies.

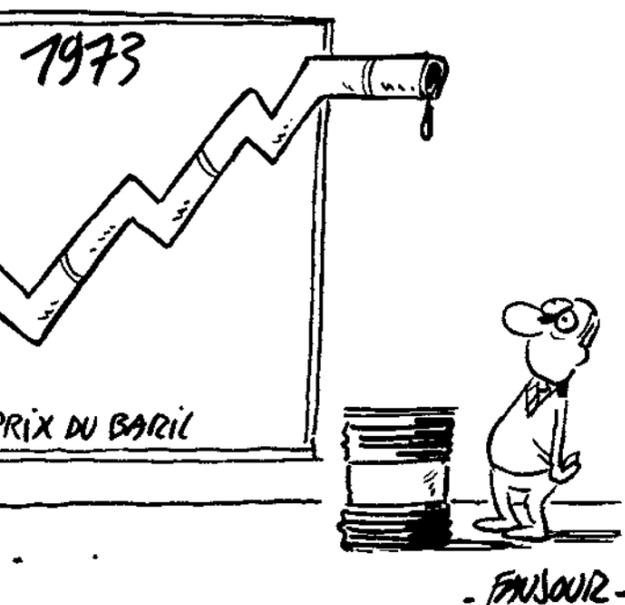
Henri Wilno

marchés financiers et la privatisation des entreprises publiques en Amérique Latine, fut l'un des nombreux signes de ce triomphe. La libéralisation toucha l'ensemble des pays capitalistes et les travailleurs subirent une série de défaites favorisant la remontée des taux de profit. Un des principaux résultats de la stratégie d'expansion du capital financier fut d'amorcer

un cycle de crises financières en Amérique latine (Mexique en 1994, Brésil en 1999, Argentine 2001-2002), qui, de même que la crise asiatique de 1997, furent toutes provoquées par des retraits massifs et rapides de capitaux placés à très court terme par des investisseurs institutionnels (organismes collecteurs de l'épargne qui placent leurs fonds sur les marchés)

à la recherche de rendements élevés. Tandis que les plans d'ajustement structurel et les crises vidaient l'Amérique latine de son industrie, les USA connurent leur plus forte croissance depuis la crise pétrolière, en particulier dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. Mais la dimension spéculative de cette croissance, essentiellement alimentée par des investissements de « hedge funds » (fonds d'investissement spéculatifs recherchant des rentabilités élevées), se révéla lors du krach boursier de 2000 sur le marché des valeurs technologiques (NASDAQ). Les attentats de septembre 2001 poussèrent la Fed à assouplir les taux d'intérêt pour parer à une éventuelle récession, ce qui mit d'énormes liquidités à disposition des banques US, tout comme le rapatriement des capitaux après la crise argentine et le placement de l'épargne chinoise sur les marchés américains. Sous l'administration Bush, la promulgation de lois facilitant l'accès à la propriété amena les banques à se lancer, au moyen des innovations financières élaborées tout au long des années 80 et 90, dans les crédits subprime et la spéculation immobilière.

Julien Lumière



Et aujourd'hui ?

L'économie mondiale est un tout. Elle est différenciée et fortement hiérarchisée. C'est d'elle qu'il faut partir. Le capitalisme est aujourd'hui installé dans une crise très, très longue, une stagnation généralisée avec des situations graves ou très graves dans certains pays et moins, possiblement nettement moins, dans d'autres.

Les bourgeoisies n'ont pas de solution de sortie à l'horizon. Elles ont su contenir la crise en 2008 de sorte qu'elle n'a pas l'allure de celle des années 1930, en particulier du point de vue de l'effondrement du commerce mondial. La crise a débuté en juillet-août 2007 et s'est transformée en récession mondiale lors du début d'effondrement du système financier mondial dont le cœur est à New York et le principal relais à la City londonienne. Elle était en gestation depuis le milieu des années 1990. Elle avait même connu une sorte de répétition générale en 1998, lorsque la crise financière partie d'Asie avait touché le Brésil, l'Argentine et la Russie avant de faire retour vers New York avec la première faillite et le premier sauvetage en catastrophe d'un très grand fonds spéculatif (un « hedge fund »).

Le crédit comme solution ?

La crise mondiale est sous-tendue par une baisse du taux de profit et un affaiblissement des facteurs qui en contrebalancent la chute. La Chine n'y échappe pas. Ceci ne veut pas



au enième degré. Une étude de la Banque mondiale parle de « CDS3 », le swap d'un swap consécutif à un premier swap (un swap étant un échange avec « prise en pension » temporaire moyennant une commission d'un actif), ce type d'actif ayant en 2007-2008 été adossé à des crédits hypothécaires impayables.

terminent que lorsque des moyens de production ont été mis au rencart et le système financier assaini par une destruction de titres de créance à la hauteur de leur accumulation antérieure. Or, depuis 2009, la mise au rencart de moyens de production dans certaines parties de l'économie mondiale s'est faite parallèlement à des investissements importants ailleurs. Il y a autant de capacités de production d'autos, mais elles se sont déplacées vers la Chine et le Brésil. On produit autant de poulets industriels, mais ailleurs qu'en Bretagne.

À partir de la fin du XIX^e siècle, pour sortir des crises, le capital concentré dans les pays industriels (Europe, États-Unis, Japon) a recouru à l'expansion vers le marché mondial. Avec l'intégration de la Chine au marché mondial, il n'y a plus un « extérieur ». Du fait de la libéralisation et la mondialisation du capital, il y a une arène de concurrence acharnée. L'autre « solution » apparue dans le passé a été la guerre mondiale. Une telle guerre ne pourrait être que nucléaire et elle n'est pas à l'ordre du jour pour la bourgeoisie étasunienne et encore moins pour l'oligarchie bureaucratique-capitaliste au pouvoir en Chine. D'autre part, les crises capitalistes ne se terminent que lorsqu'une partie des dettes publiques et privées a été détruite, à la hauteur ici encore de leur accumulation antérieure. Actuellement ce n'est de toute évidence pas le cas. Les banques étant la composante dominante du capital financier et les gouvernements, celui des États-Unis en tête, étant leurs chargés d'affaire, il n'y a vraiment qu'une implosion du système financier mondial qui y parviendrait. Voilà où nous en sommes alors que la crise du changement climatique se rapproche et les nombreuses autres dimensions de crise écologique s'aggravent.

François Chesnais

“ On est dans une configuration où l'aggravation de l'exploitation ne dessine aucune sortie [de crise]. ”

dire que la masse des profits ne continue pas à croître et donc à augmenter la quantité énorme de capital en quête d'investissement rentable. C'est le cas aujourd'hui même si la hausse du taux d'exploitation au long des années 1980-2000 a eu de moins en moins d'effet comme contre-tendance à la baisse du taux de profit.

La crise est d'autant plus grave qu'elle a été différée et qu'il y a eu une accumulation de moyens de production sans rapport avec les possibilités d'absorption du marché (en termes marxistes, de réalisation de la valeur et de la survaleur ou la plus-value contenues dans les marchandises). Entre 1998 et 2008, la création de crédit aux ménages (crédit hypothécaire et crédit pour l'achat de voitures en particulier) et aux entreprises de certains secteurs (toute la filière du bâtiment notamment, même dans les pays où il n'y a pas eu de bulle immobilière spectaculaire) a masqué la suraccumulation et la surproduction latentes en les accentuant encore. Cette création de crédit a été d'une dimension sans précédent historique (même les États-Unis avant 1929 n'avaient rien connu de semblable), car elle a reposé sur un phénomène absolument nouveau d'endettement réciproque inter-croisé entre les banques ainsi que les fonds de placement financiers. Celui-ci a comporté la « production » dans le cadre de la formation du « shadow banking » (des transactions non régulées ne figurant pas dans les bilans des banques), d'actifs financiers représentant du capital fictif

Depuis 2009, le cheminement de la crise a été marqué principalement par trois facteurs. D'abord une sortie de récession des États-Unis très partielle et hésitante, grâce à une injection d'argent permanent, dont l'une des formes est l'achat par la Fed des dettes pourries des entreprises. Ensuite l'entrée dans une deuxième récession de l'Union européenne, notamment la zone euro, sous l'effet des politiques d'austérité fortement pro-cycliques menées pour parachever les réformes néolibérales et pour assurer le service de la dette publique. Finalement la fin du « découplage » des grandes économies d'Asie et d'Amérique latine avec un recul particulièrement sévère au Brésil.

Aucune sortie de crise en vue

On est dans une configuration où l'aggravation de l'exploitation ne dessine aucune sortie. D'abord parce que le capital en a déjà usé avant 2008. D'autre part parce que les crises capitalistes ne se



MICHELIN (JOUÉ-LÈS-TOURS) Légitime colère

Pour s'opposer au plan de Michelin qui prévoit 726 licenciements sur les 930 postes de l'usine de Joué-lès-Tours, les Bibs ont bloqué l'usine pendant plus d'une semaine sans que les équipes syndicales, très repliées sur l'usine, prennent de réelles initiatives pour élargir la mobilisation.

Ils ont finalement accepté de laisser à nouveau entrer les camions contre la reprise de négociations qui étaient restées au point mort, preuve du mépris des patrons face à la détresse des salariés. Et même avec la levée du blocus, la direction de Michelin n'a rien mis de neuf sur la table.

Sortir de l'isolement

Le jeudi 24 octobre, c'est donc plus de 600 personnes qui ont participé à une manifestation dans les rues de Tours. Les Bibs y étaient en nombre, tous portant le T-shirt dénonçant la politique antisociale de leur patron. La colère était plus que palpable dans les rangs des manifestants. La solidarité de la population s'est largement vérifiée tout au long du cortège auquel ont participé des militants de SUD, de la CGT, de LO, du PCF, du PG et du NPA. Les élus sont les grands absents, mis à part le maire d'une des petites communes de la périphérie de Joué. Les prises de parole syndicales insistent sur la colère mais n'offrent pas de perspective de mobilisation. La réussite de cette manifestation et la colère vive des salariés qui ne demande qu'à pouvoir s'exprimer, ont cependant conduit la direction à revoir un peu sa position en acceptant d'avancer les mesures d'âge pour les fins de carrière. On est bien évidemment loin du compte pour bon nombre de salariés et la fermeture du site est toujours d'actualité. La question de la solidarité pour rompre l'isolement des Bibs sera déterminante pour une reprise de la lutte.

Correspondant



FINANCES PUBLIQUES

Agents au bord de l'explosion

De suppressions d'emplois en restructurations incessantes, du gel des salaires depuis 2010 à la hausse de la charge de travail... les conditions de travail des agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) se dégradent de jour en jour. Les agents sont au bord de la crise de nerf.

Après cinq années de « révision générale des politiques publiques » (RGPP) sous Sarkozy, le gouvernement Hollande continue la politique de destruction d'emplois publics de son prédécesseur sous un nouveau label : la « modernisation de l'action publique » (MAP). Bercy est sans aucun doute l'un des ministères les plus touchés par les suppressions d'emplois ces dernières années. D'autant plus que ce n'est pas un ministère considéré comme prioritaire et donc il continue de voir ses effectifs fondre. Ainsi le budget 2014 prévoit 2564 nouvelles suppressions de postes à Bercy, dont environ 2000

aux finances publiques. Avec ces nouvelles suppressions d'emplois, la DGFIP aura perdu, entre 2002 et 2014, 30 000 emplois.

Des suppressions d'emplois doublées d'une réduction drastique des budgets de fonctionnement ayant comme conséquences de ne plus pouvoir payer certains loyers, certains fournisseurs, matériels, et même de rembourser les frais de déplacement et/ou de formations des agentEs.

Par contre, la direction générale, elle, ne lésine pas en frais de déplacement pour le « Tour de France des services » du directeur général Bruno Bézard, avec mise en ligne de reportages photos régulièrement

sur l'intranet de la DGFIP, faisant ainsi croire au bonheur quotidien des agentEs...

Une détérioration des conditions de travail...

La détérioration des conditions de travail des agentEs des finances publiques est la première conséquence de ces politiques de suppressions d'emplois et de réductions budgétaires. Dégradation doublée d'un mal-être, d'une souffrance au travail de plus en plus importante. Malgré les politiques de simplification, de modernisation, d'informatisation à outrance, du tout numérique si cher à la direction, les usagers viennent dans les

services, ou sollicitent par téléphone, courrier ou mail. Par an, c'est plus de 32,5 de millions sollicitations auxquelles sont confrontés les 115 000 agentEs. À certaines périodes, le travail des agents dans les services des impôts des particuliers (SIP) ou des entreprises (SIE) ressemble de plus en plus au travail à la chaîne : les statistiques omniprésentes poussent à des temps de réception toujours plus courts, ne permettant pas aux agentEs de donner de bonnes explications alors que le calcul de l'impôt est de plus en plus complexe.

Les affaires fiscales comme celle de Bettencourt, Cahuzac ou Tapie ont amplifié l'idée que la justice fiscale n'existe pas pour la majorité d'entre nous et que l'impôt n'est pas un outil utile pour la répartition des richesses. Le manque de moyens humains, les lofs fiscaux rendant l'impôt de moins en moins progressif empirent donc la situation. Les agentEs sont également de plus en plus confrontés à des usagers énervés, inquiets et désemparés et deviennent le bouc émissaire idéal de leur colère. C'est ainsi que les insultes deviennent monnaie courante et que les agressions physiques sont de moins en moins rares, amplifiant ainsi le mal être au travail.

Mais des résistances

Face à cette situation, les agents des finances publiques ne sont pas résignés. De nombreuses luttes départementales, dans différents services, existent et se développent. Que ce soit à Toulouse, en Seine-Saint-Denis, à la Réunion, ou dans le Cher... des grèves obtiennent souvent gain de cause : moins de suppressions d'emplois et de meilleures conditions de travail. Mais, face aux politiques de suppression d'emplois et de réduction des budgets, c'est bien un mouvement de grève nationale qu'il faudrait construire. Une perspective rendue difficile par les précédentes journées de mobilisations en demi-teintes et par des directions syndicales peu convaincues par la nécessité ou la possibilité d'y arriver.

Joséphine Simplon



PSA POISSY Un combat hors du commun

43 jours, dans le froid, sous la tente ou dans les voitures, au pied de la tour du Pôle tertiaire. La détermination des 7 de SUD et du comité de soutien unitaire. La pression tardive d'un gouvernement qui a craint les retombées d'un drame. C'est ce qu'il a fallu pour que PSA lâche.

Ce qui a été obtenu : des postes à leur niveau de compétence, aucune sanction pour ceux qui se sont montrés avec les grévistes (certains avaient subi intimidations et menaces), le paiement quasi-intégral des jours de grève, trois mois maxi de « convalescence » en arrêt-maladie (PSA complétant le salaire). Deux inspecteurs du travail vont enquêter sur l'égalité de traitement des syndicats et sur l'activité de la médecine du travail dans la détection des risques psychosociaux. Beaucoup dépend maintenant de la façon dont

les travailleurs se saisiront de ces enquêtes, mais le voile est levé sur le régime PSA de peur et de corruption souterraine.

Ils n'ont rien lâché !

Le 18 septembre, lors du débrayage CGT contre l'accord antisocial, SUD entamait « sa » grève de la faim. C'était le résultat d'un contentieux déjà lourd, aggravé ensuite par une déclaration hostile de la CGT au Comité d'entreprise, que nombre de syndiquéEs CGT ont mal vécue. Tout en exprimant réserves et doutes, les militantEs regroupés autour du bulletin

mensuel du NPA sur l'usine, ont pris très vite la mesure de la révolte et de la farouche soif de dignité qui animaient ces syndicalistes. Ils et elles se sont donc engagéEs dans le comité de soutien et ses actions, aux côtés d'Attac, Solidaires, Alternative libertaire, LDH et de syndiquéEs de base CGT, FO, CFTC. Avec le PG aussi, très présent, dont il a parfois fallu réfréner la tendance à tirer la couverture à lui. Les visites d'Olivier Besancenot et de dirigeantEs du PG, fort appréciées, ont mis en lumière la grande absence du PCF (ainsi que de LO pourtant implantée). Les soutiens du

maire PS de Poissy et d'EELV ont eux été très tardifs...

Le dos au mur, dans le silence quasi général des médias, confrontés à une campagne de calomnies dans l'usine, les grévistes n'ont rien lâché, malgré les risques pour leur santé. Ce qu'ils ont gagné, c'est peu et beaucoup, mais essentiel. Ils ont contribué à donner du courage à celles et ceux qui subissent à la fois 10 jours de chômage technique par mois et la pression permanente au boulot : récemment encore, une boîte de vitesse a failli s'écraser sur un collègue. CorrespondantEs

SAGES-FEMMES

Des revendications pour toutes les femmes

Les sages-femmes sont en grève illimitée et massive depuis mi-octobre et deux nouvelles journées de manifestations sont prévues les 7 et 13 novembre. Leurs revendications sont essentielles pour elles et pour toutes les femmes.

Comme elles assurent encore les consultations d'urgence et les accouchements et que les médias relayent peu ce genre de mobilisation, leur mouvement reste peu visible. Comme toutes les professions « féminines », celle des sages-femmes est dévalorisée et sous-payée. Leurs

compétences seraient « naturelles », ne nécessiteraient pas de formation spécifique et n'auraient donc pas besoin d'être reconnues.

Statuts et salaires : une non-reconnaissance

Pourtant la formation des sages-femmes est aujourd'hui sanctionnée par un master, soit 5 années

MONTBÉLIARD (25) **Résistance à la ZUP**

Pour répondre aux problèmes posés par la difficulté à vivre dans les grands ensembles des quartiers des villes, le ministre Borloo a créé en 2003 l'ANRU (Agence nationale de la rénovation urbaine) censée résoudre les problèmes de la misère par l'urbanisme...

En fait, l'ANRU, financé par le détournement du 1% logement destiné normalement à financer l'habitat social, a surtout financé la destruction de centaines d'immeubles collectifs dans des centaines de quartiers. En guise de réponse politique, une manière de «kärcheriser» la banlieue afin de satisfaire tous ceux qui la craignent, ceux pour qui les grands immeubles équivalent à la pauvreté, autrement dit à la racaille. Si le 1% logement finance les destructions d'immeubles, ce sont les prêts bancaires qui financent la reconstruction. C'est pourquoi il y a beaucoup plus de démolitions que de reconstructions et que lorsqu'il y a reconstruction, c'est en nombre de logements moins importants et de moins bonne qualité mais pour des prix plus élevés. Résultat de la politique de l'ANRU, les plus pauvres sont expulsés, plus mal logés le plus souvent, les mairies

s'endettent et les impôts locaux augmentent. Par contre les sociétés de BTP s'enrichissent!

L'exigence du relogement

C'est dans ce cadre que la mairie de Montbéliard et les HLM ont prévu de démolir un certain nombre d'immeubles collectifs de la ZUP de Montbéliard. Mais comme ils n'ont rien pensé ni prévu, et qu'ils détruisent avant de reconstruire, ils n'ont pas de logements équivalents à proposer à la plupart de ceux qu'ils expulsent, notamment les plus anciens qui, souvent malades ou handicapés, ne peuvent pas être déplacés n'importe où. De plus, pour bien des seniors de 70 ans ou plus, le déménagement forcé est une catastrophe, car ils ne peuvent physiquement pas le faire. Les déménagements forcés sont la cause principale des dépressions aujourd'hui, mais pour les plus fragiles, ils peuvent se terminer par de véritables drames et la mort.

Depuis 8 mois, à Montbéliard, les locataires de deux immeubles à la ZUP, rue Massenet et rue du Petit Chenois, se battent. Ils veulent obtenir des logements satisfaisants pour ceux qui acceptent de partir et alerter les autorités et l'opinion que la santé et la vie des plus âgés d'entre eux sont menacées. Malgré des interpellations du conseil municipal socialiste, du bailleur, des ministères concernés, du sous-préfet, des articles de presse et des manifestations multiples, rien ne bouge. C'est pourquoi, après avoir lancé il y a quinze jours, un «appel

au secours» par le biais des réseaux sociaux, les locataires ont profité de la «semaine bleue» destinée à donner la parole aux anciens, pour organiser le 23 octobre une fête en bas de leur immeuble: musique, gâteaux et boissons et «graff» du bloc, tout en invitant la journaliste Florence Aubenas à venir faire un reportage. La fête était une réussite. Tout le monde était content d'afficher cette envie de vivre ensemble, cette solidarité entre habitants, et de mettre en lumière l'ampleur nationale du problème.

Jacques Chastaing



DR

HÔTEL-DIEU (PARIS) **La direction joue au patron-voyou**

En juillet dernier, la ministre de la Santé Marisol Touraine annonçait sa volonté de «décaler» la fermeture de l'Hôtel-Dieu, pour «ne prendre aucun risque sur la prise en charge des urgences à Paris au début de l'hiver prochain» (et sur les municipales de 2014?). Cette fermeture, la direction de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) a pourtant décidé de l'imposer et de l'accélérer.

Cela se passe dans le silence assourdissant de madame la ministre, et alors que l'occupation de plusieurs semaines d'une aile de l'hôpital par les opposants à la fermeture a reçu de nombreux soutiens... et plongé dans un embarras hypocrite les socialistes parisiens. Le jeudi 31 octobre, la direction a

même tenté un coup de force en essayant de faire déménager les lits des urgences. C'était anticiper sur son rêve, car la direction souhaite créer un «hôpital debout», c'est-à-dire sans lits! Alertés, des personnels, la CGT de l'hôpital et des soutiens extérieurs, dont des militants du NPA et du Front de gauche, ont réussi in extremis à

empêcher l'opération, digne de ces patrons-voyous qui évacuent la nuit les machines de leurs usines pour mettre les ouvriers sur le carreau.

Une politique criminelle

Mais la fermeture est bel et bien en marche. Le personnel est muté autoritairement vers d'autres établissements. La direction de l'AP-HP a donné consigne à tous les ambulanciers et aux pompiers de dérouter les malades vers les urgences des autres hôpitaux parisiens, pourtant déjà complètement saturées, avec des attentes de plusieurs heures et des personnels sous pression permanente.

Le vendredi 1^{er} novembre, des personnels, dont l'ancien chef du service débarqué cet été pour sa

résistance à la fermeture, le docteur Kierzek, des membres du comité de soutien, dont une dizaine du NPA, ont manifesté pour dénoncer cette politique de fermeture criminelle. Ils ont porté jusqu'au Panthéon le «cerceuil de la première victime de la saturation des urgences des hôpitaux de Paris», victime de la politique criminelle du gouvernement. Tout un symbole: le gouvernement crée un «désert médical» en plein cœur de Paris, alors que dans toute la France, maternités, hôpitaux, centre IVG, centres de soin subissent des restructurations brutales. Il est temps d'unifier les résistances, pourquoi pas par une grande manifestation commune de tous les établissements fermés ou restructurés?

Yann Cézard



DR

ODCF-WAYNE-DALTON (REIMS)

Un crime capitaliste parfait

À Reims (Marne), ODCF-Wayne-Dalton sacrifie 66 salariés sur l'autel du profit. Une liquidation judiciaire organisée par une multinationale.

23 millions de dollars, c'est le montant des dividendes versés à ses actionnaires par la holding japonaise Sanwa en 2012. 66, c'est le nombre de travailleurs de l'entreprise rémoise ODCF-Wayne-Dalton (fabrication de portes de garage), entreprise mise en liquidation judiciaire le 11 juillet 2013. Le 16 octobre, les salariés ont appris que l'État validait un «plan de sauvegarde de l'emploi» prévoyant la somme dérisoire de 500 000 euros, sans mettre en place de cellule de reclassement. Un contraste indécrot: Sanwa est l'entreprise-mère du groupe américain ODC auquel appartient ODCF-Wayne-Dalton. C'est en 2009 qu'ODC, à peine acheté par Sanwa, acquit l'entreprise rémoise. Wayne Dalton prospérait: 20 millions d'euros de chiffre d'affaires. Puis vint la consigne d'acheter les matières premières à l'intérieur de Sanwa. Les prix d'achat flambent alors (+58%) et asphyxient l'entreprise. Enfin, le coup de grâce: Novoferm, autre filiale de Sanwa, se porte acquéreur.

Trahison(s) et colère

La DIRECCTE (Direction des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) a validé le PSE, un des tout premiers après l'entrée en vigueur de la loi de «sécurisation de l'emploi». Les élus locaux (mairie PS et député UMP) ont fait mine de se saisir de l'affaire en recevant une délégation de travailleurs: sans résultat. Les travailleurs en colère ne sont pas restés inactifs: manifestations, lutte unitaire avec les travailleurs de Bosal Le Rapide, installation de 50 croix devant l'entreprise comme symboles de la mort sociale, etc. La direction CGT locale les a d'abord soutenus, puis abandonnés lors de leur grève de la faim devant la sous-préfecture. Le 6 novembre prochain, les organisations syndicales sont invitées à négocier une «prime extralégale de licenciement»... La lutte des Wayne-Dalton illustre l'ineptie de l'ANI et de la loi de «sécurisation» de l'emploi. Contre le sabotage économique par les grands groupes capitalistes dévoreurs de vies et d'emplois, la revendication la plus immédiate est d'interdire les licenciements et les fermetures d'usines. Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise!

Léo David et Valère Mountassir

d'études supérieures! Elles/ils reçoivent près de 200 heures de formation en gynécologie alors que les médecins généralistes n'en ont que 40.

Depuis 2012, elles/ils peuvent prescrire les contraceptifs, se retrouvent régulièrement à effectuer des actes sous délégation des médecins notamment dans le cadre des IVG, et leurs responsabilités ne cessent d'augmenter. Et pourtant, elles/ils restent assimilés à des professions paramédicales et leur salaire de début de carrière à l'hôpital est de moins de 2000 euros brut par mois.

Des revendications pour elles, pour nous, les femmes

En revendiquant aujourd'hui le statut de praticiens hospitaliers (ce qui peut faire débat) et la revalorisation de leurs salaires, les sages-femmes réclament la reconnaissance de leur métier. Comme c'est déjà partiellement

le cas, elles souhaitent suivre les femmes dans les situations «normales», parce qu'être une

femme, être enceinte ou accoucher, ce n'est pas une maladie mais cela implique des soins et

des compétences spécifiques. Elles/ils ne demandent pas de remplacer d'autres professions,

notamment les gynécologues médicaux puisque en cas de pathologie ou de complications, c'est vers ceux-ci que les femmes sont orientées.

En améliorant la prise en charge quotidienne des femmes pour tout ce qui a trait à la sexualité, la contraception, les IVG, les infections sexuellement transmissibles, ou les violences faites aux femmes, l'amélioration du statut des sages-femmes doit permettre l'amélioration de la prise en charge de la santé de toutes les femmes.

Contre les politiques d'austérité et la casse du service public de la santé

Dans le contexte actuel de fermeture des centres IVG, des maternités, de la pénurie de médecins et en particulier de gynécologues, avec la loi HPST, on peut légitimement craindre qu'en transférant aux

sages-femmes certains actes assumés précédemment par les médecins, l'État cherche à faire des économies sur le dos de la santé des femmes.

C'est pour cela qu'il s'agit d'inclure les revendications des sages-femmes dans le cadre de la lutte contre les politiques d'austérité et leurs conséquences: abrogation de la loi HPST, pour un service public de la santé à la hauteur des besoins, embauches massives de soignantes, amélioration de la formation des médecins généralistes sur les questions spécifiques à la santé des femmes, contre la fermeture des CIVG et des maternités, remboursement intégral de toutes les contraceptions et de l'IVG, revalorisation du statut et des salaires des sages-femmes... pour le droit des femmes de choisir pour tout ce qui concerne leur santé, de disposer librement leur corps!

Elsa Collonges





Les comités en action!

Strasbourg : mémoire du 17 octobre 61
À l'appel de la LCR, puis du NPA, ainsi que d'autres partenaires, depuis plus de 15 ans des rassemblements ont lieu tous les 17 octobre contre l'oubli. Après plus d'un an de négociations difficiles et de combat avec la municipalité, le collectif unitaire « d'ailleurs nous sommes d'ici » (ATTAC, ASTU, ATMF, MRAP, UJFP, FSU, PCF, NPA) a obtenu la création d'une place du 17 octobre 1961 contre l'oubli qui a été inaugurée par la mairie de Strasbourg. Cette année, partant du pont Corbeau en cortège animé par la fanfare « la Bande organisée » (au son de Bella Ciao et de Grândola), nous avons rejoint la place du 17 octobre 1961. Un panneau dénonçant la politique raciste de l'État affichait notre indépendance avec la mairie socialiste et EELV. La lutte continue pour que le 17 octobre 1961 soit reconnu comme crime d'État.



Paris 18^e : projection-débat autour des femmes précaires

Jeudi 31 octobre, le comité du 18^e arrondissement de Paris a organisé une projection-débat du documentaire *Femmes précaires*. Son réalisateur Marcel Trillat a eu la gentillesse de venir sur place participer au débat.

Le film, très humaniste et peignant une réalité sociale trop souvent occultée, a permis une discussion vive et intéressante sur le travail à temps partiel, en contrat précaire, avec bas salaires, dans des petites structures. Ce type de travail touche en majorité les femmes, en particulier les mères isolées. Dans le débat, la question des formes nouvelles d'organisation collective adaptées à ces réalités en développement a été abordée : faut-il privilégier les unions locales syndicales ? Comment organiser des travailleuses et des travailleurs qui changent constamment d'employeur, qui travaillent en sous-traitance à trois ou quatre échelons du véritable donneur d'ordre ?

Une quarantaine de personnes étaient présentes, dont plus de la moitié non membres du NPA. Nous avons vendu des exemplaires de *L'Anticapitaliste*. Le comité du 18^e tient ce type de réunion-débat dans un café du quartier depuis plus d'un an, ce qui nous permet de rencontrer régulièrement un certain nombre de sympathisantEs qui peuvent à leur tour faire circuler l'info. Une soirée qui nous encourage à continuer!

Gers : réussite de la soirée antifasciste

Samedi 26 octobre a eu lieu la première réunion publique du Collectif gersois antifasciste (CGA) à Auch. Né après l'assassinat de Clément Méric, ce collectif unitaire rassemble une dizaine d'organisations politiques, syndicales et associatives, dont le NPA, ainsi que de nombreuses personnes non organisées. Après une forte mobilisation sur le terrain, cette soirée avec débat, apéritif et concert, fut une véritable réussite. Plus de 80 personnes ont partagé leurs inquiétudes face à la montée en puissance de l'extrême droite et débattu des actions à mener contre le fascisme. Une première dans le Gers depuis la fin des années 1990. Désormais, l'enjeu est de transformer l'essai : construire une mobilisation populaire antifasciste pendant les élections municipales afin de faire vivre un enfer au FN. Historiquement, notre département n'est pas une terre d'extrême droite mais depuis les élections présidentielles et législatives de 2012, le FN perce et tente de se structurer. De plus, profitant de cette dynamique frontiste, un groupe d'identitaires émerge sans toutefois apparaître publiquement pour le moment. Nous allons tuer le poussin dans l'œuf, et labelliser le Gers « terre antifasciste ».



Chroniques municipales

MARSEILLE

Radical, unitaire et anticapitaliste

Mardi 29 octobre, le NPA 13 donnait une conférence de presse en présence d'Olivier Besancenot, pour exposer son analyse de la situation politique et sociale et faire part de sa position quant aux municipales de l'an prochain.

Arrivé le matin même, Olivier est d'abord allé apporter son soutien aux salariés des Moulins Maurel dont l'usine est menacée de fermeture (voir *L'Anticapitaliste* n°215), qui se battent pour sauver l'emploi et l'outil de travail, et qui avaient déjà accueilli en juin notre camarade Philippe Poutou. C'est ensuite dans un café du centre ville qu'a eu lieu la rencontre avec la presse. On déplorera à ce sujet qu'une fois de plus, le journal local le plus important, *la Provence*, n'ait pas daigné se déplacer. Membre de la direction nationale, Marthe a d'abord fait un rapide tour d'horizon de la situation (licenciements, politique sécuritaire, chasse aux Roms, montée inquiétante de l'extrême droite, pratiques clientélistes du Parti socialiste local...), et souligné la nécessité de mobilisations pour inverser la tendance. Membre de la direction départementale, Jean-Marie a ensuite exposé l'orientation décidée par le NPA 13 lors de son congrès de septembre, après de larges débats en son sein, une orientation s'inscrivant dans celle décidée nationalement.

La discussion est ouverte

Estimant que les prochaines municipales verront s'exprimer un vote sanction à l'égard du PS et de ses alliés, le NPA 13 estime indispensable de ne pas laisser à la droite revancharde et à une extrême droite menaçante et dangereuse, le monopole de l'opposition à la politique gouvernementale. Il est donc nécessaire que se manifeste une opposition de gauche à celui-ci. Un courrier a ainsi été adressé à l'ensemble des partis et organisations de gauche qui ne se reconnaissent pas dans la politique du gouvernement (Lutte ouvrière, Rouges vifs, PCF, PG, et toutes les autres organisations du Front de gauche) pour leur proposer une rencontre dans les meilleurs délais, et étudier ensemble les possibilités de présenter des listes communes aux municipales.

Ces listes auraient un triple objectif : en finir avec la gestion Gaudin qui livre la ville aux affairistes ; barrer la route à l'imposture du FN qui ose se présenter comme le défenseur des couches populaires ; offrir une alternative radicale et anticapitaliste à la

politique menée par le PS et ses alliés. Dans ces discussions qui pourront aussi être ouvertes à tout courant avec lequel il pourrait y avoir convergence programmatique, la NPA 13 avance trois conditions préalables : indépendance totale vis à vis du PS ; refus de toute fusion entre les deux tours ; pas de solidarité avec les exécutifs socialistes en cas d'élection de conseillers municipaux.

À ce jour, seule la Gauche anticapitaliste et les Alternatifs ont répondu à ce courrier. Dans le cas où cette démarche n'aboutirait pas, le NPA étudierait les possibilités soit de se présenter seul dans certaines communes ou arrondissements de Marseille, soit de voir dans quelle mesure certains de ses militants pourraient être présents sur des listes associatives avec lesquelles de réelles convergences seraient constatées.

Intervenant en fin de rencontre, notre camarade Olivier a lui aussi souligné la nécessité pour le mouvement ouvrier et social de reprendre l'offensive, seul moyen réaliste de faire reculer ce gouvernement des riches et des patrons.

JM Battini

RENCONTRE PCF-NPA

Des pas à franchir pour l'unité dans l'action

Dans le cadre des rencontres avec les organisations à la gauche du Parti socialiste, une délégation du NPA avec Olivier Besancenot rencontra dans nos locaux lundi 28 octobre une délégation du PCF conduite par Pierre Laurent.

Instant toujours étonnant pour un militant trotskyste ayant commencé à militer en 1968, en pleine prospérité de l'antigauchisme primaire alliant la dénonciation de l'anarchiste allemand Cohn-Bendit et des gauchistes-Marcellin (ministre de l'Intérieur de De Gaulle-Pompidou)...

Sur la situation politique, nos deux organisations font des constats semblables : le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls mène une politique entièrement au service des patrons, des capitalistes, qui poursuit, en les aggravant, les attaques menées par les gouvernements précédents. Si le vote issu de l'Accord national interprofessionnel sur la compétitivité et la contre-réforme des retraites sont les plus emblématiques, la dénonciation et la répression systématiques des Roms et des immigrés ainsi que les violences policières contre les travailleurs et ceux qui défendent leur droit au logement, sont en rupture complète avec ce qu'espéraient ceux qui avaient œuvré à la

défaite de la droite sarkozienne. Cette politique pèse lourdement sur le moral des travailleurs et des milieux de gauche, contribue à la dégradation des conditions de vie et de travail et du rapport de forces et nourrissent la progression du Front national. La pénétration des idées réactionnaires dans l'ensemble de la société nécessite des ripostes dont la critique de la politique du gouvernement ne saurait être absente.

Malgré les désaccords, agir ensemble

Mais ces constats voisins ne débouchent pas sur des réponses communes tant sur le plan électoral que dans le cadre des mobilisations sociales. Au plan électoral, à l'opposé de notre positionnement, le PCF juge que l'indépendance par rapport au PS et au gouvernement est une question purement tactique. Une question non déterminée par l'analyse de la situation et des partis au gouvernement, mais par la préoccupation de sauver leurs élus, et assumée comme telle, même si

cette politique provoque de sérieux débats et des mises en œuvre très différentes dans le Front de gauche, mais aussi au-delà.

En ce qui concerne les luttes sociales, un désaccord est réaffirmé sur l'attitude des directions syndicales, qui seraient les seules légitimes à organiser les mobilisations sociales pour le PCF. Pour autant, pour nos deux partis, cela ne devrait pas être un obstacle à des initiatives communes. C'est ainsi que nous réaffirmons notre soutien commun à l'appel des organisations de jeunesse à manifester le 5 novembre pour le retour de Leonarda et Khatchik. Sur la question des licenciements et fermeture de sites, les délégations ont convenu de poursuivre ces échanges pour tenter de dépasser dans les mobilisations des divergences de démarche.

Les positionnements de nos deux partis dans le cadre des mobilisations en Bretagne ont, quelques jours plus tard, validé le vieil adage : l'unité est un combat... de longue haleine. Robert Pelletier



Exposition

Albums. Des histoires dessinées entre ici et ailleurs. Bande dessinées et immigration 1913 -2013.

Jusqu'au 27 avril 2014. Musée de l'Histoire de l'immigration (Paris 12^e).

Au moment où l'expulsion de la jeune lycéenne Leonarda réveille enfin la gauche et la jeunesse, l'exposition du musée de l'Histoire de l'immigration à Paris tombe à pic.

L'immigration est une chance pour le 9^e art. Dans l'histoire, de nombreux grands artistes occidentaux (peintres, musiciens, écrivains) furent issus de l'immigration, et la bande dessinée n'échappa pas à ce mouvement. Depuis les premiers « funnies » américains du début du XX^e siècle dessinés par des migrants venus d'Europe orientale jusqu'au succès récent de Persepolis par la jeune Iranienne Marjane Satrapi, les rapports entre la bande dessinée et l'immigration sont notoires. Au moment où Astérix est célébré au Grand Palais, rappelons que son scénariste Goscinny était originaire de Pologne et son dessinateur Uderzo d'Italie. L'américain Will Eisner et l'argentin José Muñoz émergent

de la première vague. Baru, Farid Boudjellal et Enki Bilal feront partie de la génération suivante. Puis la BD se mondialise et les auteurs africains rejoignent le thème Afrique avec Marguerite Abouet (Aya) ou Pahé par exemple.

De la fiction à la BD reportage
Du début du XX^e siècle à aujourd'hui, la BD a connu de nombreuses transformations. Elle est devenue un média militant à sa manière, les BD reportage sur des sujets d'actualité ou historiques devenant un vecteur de popularisation de causes souvent désespérées. Le droit des immigrés occupe une place importante chez Stassen, tout comme la Palestine pour Jo Sacco, tandis que les enfants des immigrés républicains espagnols iront fouiller la mémoire de leurs parents. La contribution de Ribera et Roca sur

la « retirada » est d'une puissance sans équivalence en comparaison des arts dits majeurs. Le combat des clandestins ou en défense des clandestins occupe une place importante avec *la nuit des clandestins* de Christin et Ceppi ou avec les œuvres plus récentes de Ducoudray, Pourquoi ou Alagbé (*Nègres jaunes*). Mais là où l'apport révolutionnaire de la BD sur l'immigration est incontestable, c'est dans la place prise par la femme. Non seulement le migrant homme cède bien souvent la place à la lutte de la femme migrante, mais les auteurs se féminisent, en particulier chez les auteurs africains de quelque confession fussent-ils ou elles...

Travelling sur l'immigration
Des raisons politiques, économiques ou personnelles poussent le migrant à quitter son pays d'origine pour s'installer

ailleurs. Le « story-board » sera toujours à peu près le même : exposition des raisons et des préparatifs du départ, le voyage et ses dangers, puis l'arrivée. La mer et l'horizon matérialisent la notion de frontière physique mais aussi la frontière mentale qui sépare les cultures. Viendra ensuite le thème du retour pour le migrant lui-même ou ses descendants. Que ce soit au Portugal (Cyril Pedrosa), en Afrique (Stassen) ou en Asie (Baloup, *Mémoires de Viet Kieu*), l'émotion sera toujours au rendez-vous. L'exposition est ouverte jusqu'en avril. Laissez-vous guider par votre instinct. Les immenses diapos d'arrivée de migrants qui défilent à l'accueil vous saisisent tout de suite et vous n'oublierez pas ces mots de Goscinny : « *J'aime beaucoup les étrangers, j'ai longtemps été étranger moi-même.* »
Sylvain Chardon

Cinéma

Haewon et les hommes

DE HONG SANG-SOO

Avec Eun-cha Jeong, Lee Seon-gyoonet
Sortie le mercredi 16 octobre



Je suis allé voir ce film. Je n'ai pas aimé. La critique est pourtant plus que bonne. « *Proche de la perfection* », « *merveille d'écriture* » ou encore « *Et Hong recréa la*

femme » sont les quelques commentaires que l'on peut trouver de la part de la critique spécialisée. Présenté comme le Rohmer coréen, l'auteur Hong Sang-soo est déjà connu pour des films dans la même veine, comme *In another country* avec Isabelle Huppert ou *Night and day*. Il atteint cette fois-ci le sommet du non-cinéma, tant sur le plan du scénario où il ne se passe rien, que sur le décor, sur la couleur grise jaunâtre, sur la façon de filmer. Il s'acharne à banaliser, à dé-professionnaliser — pour ne pas dire saboter — son travail, et à part quelques éclats d'humour, vite étouffés, un sentiment de désespoir suinte de partout. Et le doute et l'ennui gagnent le spectateur qui commence à s'intéresser à la tapisserie de la salle de projection. Je suis peut-être passé à côté. Ceux qui aiment ce cinéma doivent courir voir ce film. Les autres, abstenez-vous, je vous aurais prévenus...
Jean-Marc Bourquin



LES LEURS Mort d'un pourri

ne pleurera pas ce beauf, dont la signature n'aurait pas déparé en dessous du manifeste des 343 salauds. Les médias, y compris ceux dits « de gauche » comme *Libération* font preuve d'une incroyable complaisance envers ce personnage qui ne dissimulait pas ses sympathies pour Le Pen.

Les recettes de ses romans fabriqués à la chaîne (par des « ghost writers » dit-on) étaient simples : racisme, sadisme, pornographie bas de gamme. Après avoir fait son beurre grâce à la guerre froide, ce Le Carré du

pauvre s'était recyclé dans l'islamophobie. Son idéologie nauséabonde a empoisonné des générations de lecteurs qui pensaient le lire pour se distraire. Tous les médias affirment que cet ancien barbouze se documentait avec une extrême précision et bénéficiait d'infos exclusives de ses ex-collègues. En fait, des pays utilisés comme champ d'action par son héros de la CIA, il ne parlait pour l'essentiel que des hôtels de luxe, des bordels, quelques restaurants à touristes et lieux célèbres. Toutes infos qu'on peut trouver aujourd'hui en quelques clics sur Internet. Ses personnages relevaient des clichés

les plus éculés, du prince arabe fourbe et cruel à la princesse espionne nympho qui se jetait sur la braguette de son héros de pacotille. Inutile de parler de son écriture, sauf pour constater qu'elle variait sensiblement d'un roman à l'autre, ce qui accreditait la thèse des « ghost writers ». Les lauriers qu'on tresse aujourd'hui à ce marchand de fantasmes sordides sont hélas bien dans l'air du temps. Il rêvait paraît-il d'être adapté par Hollywood, mais même Hollywood n'en a pas voulu. Comme quoi les producteurs de L.A. peuvent être plus lucides que les journaux tricolores...
Gérard Delteil

Gérard de Villiers est mort jeudi 31 octobre, et les médias chantent ses louanges, signalant tout juste qu'il était « réac », et encore pas toujours... On



Essai

L'Or des images. Art - Monnaie - Capital d'Isabelle Garo

La Ville brûle, 25 euros.

Spécialiste reconnue de Marx et coanimatrice du trimestriel *Contre-Temps*, l'auteure s'alarme de la mainmise de plus en plus envahissante du capital et des industries culturelles sur les arts, visuels et audiovisuels particulièrement. L'art et l'or ont souvent fait bon ménage, montre-t-elle, mais jamais à ce point. Isabelle Garo met en évidence les éclairages offerts par Marx, qui ne s'est jamais soucié de bâtir une « esthétique » mais n'a cessé de se préoccuper de ces sujets, plaçant même les arts parmi les plus hautes activités où

se puisse se réaliser l'émancipation intégrale des facultés humaines. S'il ne faut pas désespérer du potentiel révolutionnaire de l'art, c'est que la « loi de la valeur » ne peut s'appliquer totalement à ce qu'ont d'inestimable les œuvres de l'esprit, et qu'une infinité d'artistes échappe à la dictature du marché. Isabelle Garo en appelle pour finir à un « *nouvel art engagé* ».
Gilles Bounoure

Cet ouvrage fera l'objet d'une recension longue dans *L'Anticapitaliste* la revue du mois de décembre 2013.



Exposition

Sebastião Salgado, photographe

Exposition « Genesis ». Jusqu'au 5 janvier 2014. Maison européenne de la photographie (Paris 4^e).

Un véritable hymne à la nature. Salgado entre en totale rupture avec son travail passé de photographe. Il nous avait habitués à présenter des reportages dénonçant les conditions de vie des plus démunis, à l'image de sa série réalisée auprès des travailleurs de la mine d'or de Serra Pelada, ayant longtemps collaboré

comme photojournaliste avec les plus grandes agences, Sygma, Gamma et Magnum. Pourtant Salgado ne semble pas avoir totalement renoncé à immortaliser les hommes, comme avec les San du Botswana, les Nenètses nomades de Sibérie ou encore les Kuikuro d'Amazonie.
Milo

Erratum

La semaine dernière, une erreur a été commise dans l'article « loin de la maison bleue » consacré à l'exposition « Frida Kahlo - Diego Rivera, l'art en fusion ». Dans le deuxième paragraphe,

en lieu et place de « sous le titre de « *L'année du Mexique en France* », il fallait lire « au titre de « *L'année du Mexique en France* ». Nous présentons nos excuses à l'auteur de l'article.

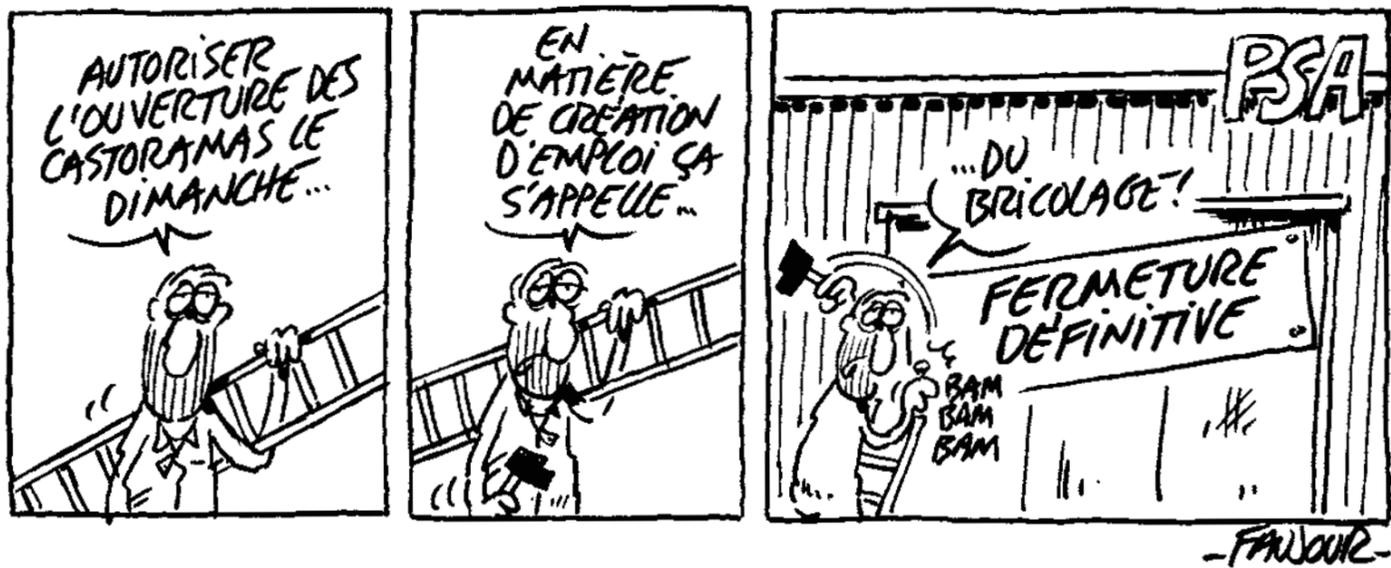
librairie
★ la-breche.com

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRECHE

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14h – 20h,
mardi au samedi :
12h – 20h



L'Anticapitaliste | Libre expression

«Aucun salarié de ce pays ne travaille le dimanche par «volontariat», mais parce que le patron le veut»

Entretien. Au moment où le patronat, sous couvert de «liberté du travail», mène une offensive pour le travail du dimanche et de nuit, nous avons rencontré l'inspecteur du travail en retraite, Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste et animateur du courant Démocratie et Socialisme. Il nous donne son point de vue sur les enjeux de cette question pour le monde du travail.



DR

Où en est-on des décisions de justice concernant le travail le dimanche ?

Elles sont contradictoires, les juges ont des opinions personnelles différentes sur l'ouverture du dimanche, et le laissent transparaître dans leurs décisions. Cela est rendu possible parce que le principe du repos dominical existe toujours, mais il y a trop de dérogations disparates depuis la loi Maillé-Sarkozy. On en arrive à ce que des juges condamnent les infractions à l'ouverture du dimanche, mais avec des astreintes insuffisamment dissuasives. D'autres donnent raison à un patron qui porte plainte contre les autres, et d'autres annulent ce jugement...

On dit que plus de 75 % des «sondés» seraient favorables à l'ouverture le dimanche, mais 85 % des «sondés» disent aussi qu'eux-mêmes ne veulent pas travailler ce jour là

Quelle est actuellement la réalité du travail le dimanche ?

Sur 700 000 commerces, 22 000 sont ouverts légalement avec des dérogations préfectorales et municipales (zones touristiques, périmètres d'usage commercial exceptionnel...). Après ça, il y en a quelques milliers ouverts illégalement. L'enjeu est «oui» ou «non» au travail du dimanche dans tout le secteur du commerce. Cela fait 4 millions de salariés concernés avec emplois induits. Ce serait un changement de société lourd, et remplacerait

la civilisation du loisir par la «civilisation du caddy», comme disait Henri Krasucki. 5% des salariés travaillent le dimanche de façon régulière (hôpitaux, feux continus, transports, loisirs, là où c'est indispensable...) et 25% travaillent occasionnellement. On dit que plus de 75% des «sondés» seraient favorables à l'ouverture le dimanche, mais 85% des «sondés» disent aussi qu'eux-mêmes ne veulent pas travailler ce jour là...

Les salariés de Leroy Merlin et Castorama ont été totalement organisés par leurs patrons : séances de formation avec des communicants sur leur temps de travail, déplacements payés, jours payés, transports et repas payés, T-shirts, banderoles, tracts payés. Ils habillent cela du mot «volontariat», mais le volontariat n'existe pas en droit du travail. Ce qui caractérise un contrat de travail est un «lien de subordination juridique permanent». Aucun salarié de ce pays ne travaille le dimanche par «volontariat», mais parce que le patron le veut. En fait, mettre en avant des salariés qui «veulent» travailler le dimanche, c'est une manipulation complète.

Patrons et ministres invoquent relance de la consommation. Alibi ou réalité ?

C'est hors sujet. Ce qui sera acheté le dimanche ne le sera pas le samedi ou le lundi. Les portemonnaies ne sont extensibles en ces temps d'austérité. Les magasins ouverts en fraude, claironnent des chiffres d'affaires mirobolants majorés de 20%... mais justement c'est parce qu'ils fraudent, violent la «concurrence» et se font de la «pub» en plus.

Et la sauvegarde des emplois ?

Un emploi du dimanche sera un emploi de moins le lundi. Les grandes chaînes s'en tireront en embauchant des

femmes pauvres et précaires ou des étudiants en turn-over permanent façon McDonald's. Ils «tiennent» un peu les salariés en leur donnant des primes de 25%, 30%, 50% parfois mais rarement 100% : ces primes ne sont pas inscrites dans la loi. Vu que les salaires sont trop bas, les pauvres n'ont pas le choix. Et s'il y avait généralisation de l'ouverture du dimanche, ces primes «exceptionnelles» n'auraient plus de raison d'être et seraient supprimées à ceux qui aujourd'hui les réclament. La banalisation du dimanche en fera un jour de vente comme les autres, il y a même fort à parier que ce jour-là deviendra un jour à faibles ventes.

Un emploi du dimanche sera un emploi de moins le lundi

Une nécessité économique dans les secteurs concernés ?

Il n'y a rien d'économique là-dedans, c'est idéologique : le patronat veut surtout déréguler la semaine et les durées du travail hebdomadaires. C'est pareil pour les ouvertures de nuit genre Sephora. Le but est de remplacer la semaine de 35 heures par des horaires à la carte comme l'exige le Medef. Toutes les activités commerciales et annexes peuvent être concernées par la déréglementation voulue par le Medef : vendre du parfum et de la fringue le dimanche, quel sens cela a-t-il ? Le dimanche, c'est un jour de repos collectif, socialisé, facilitant les rapports humains pour toutes les activités de loisirs, culturelles, associatives, citoyennes, familiales et même sportives ou religieuses. Il arrive qu'un

étudiant veuille travailler le dimanche, mais ce ne durera pas pour lui, et plus tard, qui gardera les enfants, qui fêtera leur anniversaire si les parents travaillent le dimanche ? L'ouverture généralisée profiterait aux grandes chaînes contre les petits commerces qui en subiraient le contre-coup : il a été calculé que ce serait un solde négatif de 30 000 emplois perdus.

Qui sont «les bricoleurs du dimanche» ?

Des braves gens qui pourraient faire leurs courses le vendredi après-midi s'ils bénéficiaient vraiment des 35 heures.

Que défendent les syndicats hostiles au travail du dimanche ?

Le respect du principe du repos dominical voté en 1906 à l'unanimité par l'Assemblée nationale, et des dérogations limitées strictement aux nécessités. En vérité, on devrait réclamer le retour aux deux jours de repos consécutifs, dont le dimanche. La semaine de 5 jours serait un minima et seule la réduction du temps de travail peut faire reculer le chômage de masse. Le salaire du dimanche devrait être doublé dans la loi avec repos compensatoire.

Les projets du gouvernement ?

Ce n'est pas bon signe qu'il ait reçu les patrons fraudeurs à Matignon (alors qu'il n'a pas amnistié les syndicalistes). Pas bon signe non plus qu'il ait attribué à Jean-Paul Bailly, ex-PDG peu brillant de La Poste, le soin de «faire un rapport». Mais la pression syndicale est grande et le gouvernement a fait tellement de cadeaux au Medef (lequel ne lui en est nullement reconnaissant) que celui-là n'est peut-être pas nécessaire. Vigilance !
Propos recueillis par Robert Pelletier

Vu ailleurs



Le ministère [coréen] de l'Emploi et du

Travail prévoit d'ouvrir une enquête pour éclaircir les allégations autour du groupe Samsung, qui aurait donné à ses filiales l'ordre de déjouer toute tentative d'organisation en syndicat de leurs employés, selon une source du ministère [...]. Le groupe Samsung, qui adopte une politique ouvertement antisyndicale, n'a jusqu'à ce jour jamais fait l'objet d'une enquête portant sur l'ensemble de son conglomérat pour des irrégularités quant à son encadrement salarial. L'une de ses sous-unités, Samsung Electronics, a quant à elle été placée sous surveillance du gouvernement pour une période de deux mois plus tôt dans l'année, en raison de soupçons autour de mutations illégales vers d'autres compagnies. Les officiels du ministère ont cependant déclaré avoir besoin de preuves concrètes montrant que le groupe a effectivement mis en place un plan de dissolution des syndicats avant de pouvoir engager des poursuites.

«Ouverture d'une enquête sur la politique antisyndicale de Samsung», Agence de presse Yonhap, Séoul, 21 octobre 2013.



S'abonner

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo (14 euros/trimestre)

Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo (10 euros/trimestre)

Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|
|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|

Date :
Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 56 euros
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 44 euros
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 40 euros
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org